



QUALIFICATIONS CAN-2021, ALGÉRIE - ZIMBABWE

LES VERTS VEULENT SCELLER LEUR QUALIFICATION AVANT TERME

Page 14

BILAN CORONA

811
NOUVEAUX
CAS ET
16 DÉCÈS

Page 5

ISSN : 1112-7449

MIDI

L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION *Libre*

N° 4129 | Jeudi 12 novembre 2020 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

ACCIDENTS DE LA ROUTE

28 MORTS ET
1.240 BLESSÉS
EN UNE
SEMAINE !

Page 16

FORTE REPRISE DE L'ÉPIDÉMIE

L'UNPE DEMANDE LA "FERMETURE DES ÉCOLES"

Page 5



ACQUISITION DU VACCIN ANTI-COVID-19

L'ALGÉRIE DANS LES "STARTING-BLOCK"

Page 5

HOSPITALISÉ À L'HÔPITAL DE LA SÛRETÉ NATIONALE LES GLYCINES

DJERAD SE REND AU CHEVET DU MOUDJAHID TAHAR ZBIRI

Page 3





7

sites et monuments
archéologiques à
Chlef en cours de
classification.

45

habitations
dévastées par les
derniers incendies
de Tipasa.

107

mille immatricula-
tions de nouvelles
entreprises
en 2020.

Le Japon décerne l'Ordre du Soleil Levant au Pr Nasreddine Berrached

Le professeur Nasreddine Berrached de l'université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed-Boudiaf (USTO-MB) s'est vu décerner l'Ordre du Soleil Levant, Rayons d'Or au nom du gouvernement du Japon pour sa contribution à la promotion des échanges scientifiques entre les communautés scientifiques des 2 pays. L'annonce en a été faite par l'ambassade du Japon en Algérie soulignant que "suite au décret du 3 novembre, le professeur Nasreddine Berrached s'est vu décerner l'Ordre du Soleil Levant, Rayons d'Or en sautoir par le gouvernement japonais lors de l'octroi automnal de décorations de l'année 2020". Une cérémonie de remise de cette distinction sera organisée "très prochainement". Diplômé de l'université de l'USTO en 1978 en tant qu'ingénieur en électronique, Nasreddine Berrached a poursuivi son cursus à l'université des sciences et de technologie de Lille pour des études approfondies en 1979 avant de décrocher en 1982 un diplôme de docteur-ingénieur en électronique. En 1992, il obtint son titre de docteur d'ingénierie électronique de l'Institut de technologie de Tokyo, puis en 1994 un doctorat d'État en électronique de l'USTO.



Les imams appelés à accomplir "Salat el istisqâ" samedi



Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, a appelé les imams à accomplir "Salat El Istisqâ", samedi prochain à 9h, avec possibilité de la renouveler le cas échéant et ce en raison de la faible pluviosité voire l'absence de chutes de pluies. Selon la même source, "le ministère a adressé une instruction aux directeurs des affaires religieuses et des wakfs à travers toutes les wilayas du pays et par leur intermédiaire, aux imams, dans laquelle il les appelle à accomplir - Salat El Istisqâ -, en raison de l'absence de chutes de pluie, en ce samedi 28 rabie el Aawal 1442, correspondant au 14 novembre 2020, à partir de 9h, avec possibilité de la renouveler le cas échéant aux dates et heures fixées par les directeurs, en coordination avec les autorités locales, tout en tenant le ministère informé de la date de son accomplissement en cas de son renouvellement". Le ministère a également appelé les imams dans cette instruction "à insister dans leurs prêches et orientations sur l'ancrage de la culture de rationalisation et d'utilisation des eaux et la préservation du patrimoine forestier, étant des éléments importants dans la production et le développement...".

L'Union arabe de cyclisme instaure "la Journée arabe du vélo"

Le Comité exécutif de l'Union arabe de cyclisme a adopté le principe d'instaurer "la Journée arabe du vélo", lors de la réunion de son conseil d'administration tenue en visio conférence, en présence de ses membres, dont l'Algérien Mabrouk Kerboua. Le Comité exécutif de l'Union arabe de cyclisme, dirigé par l'Émirati Fayçal Humaid Al Qassimi, a expliqué que "toutes les fédérations membres de l'Union arabe de cyclisme seront appelées à célébrer l'événement le même jour, avec l'organisation de manifestations, selon leurs moyens, et participer à la promotion et au développement de la discipline. L'organisation d'une journée arabe du vélo a pour vocation d'encourager les États membres à développer activement le vélo et sensibiliser les enfants et les jeunes à sa pratique, en œuvrant au développement d'une véritable culture du cyclisme". Il est à rappeler que les Nations unies avait, en 2018, proclamé par consensus entre les 193 pays membres, le 3 juin de chaque année comme "Journée internationale du



Djamel Belmadi :

"Quand j'étais joueur, j'ai essayé d'avoir un plan de carrière, qui a été plus ou moins respecté. (...) Mais pour la carrière de coach, il faut vraiment avoir beaucoup d'humilité. Car ce métier est tellement aléatoire, et dépend de beaucoup de choses. Notamment des joueurs. Ce sont eux les acteurs principaux. Je n'ai donc pas de plan de carrière. Je suis avec l'Algérie, et à 2000 %..."

D
I
X
I
t

"Lancer d'élèves en retard par-dessus le... portail d'une l'école"

L'affiche hallucinante est placardée sur les grilles du portail de l'école primaire de La Trillade, dans le sud d'Avignon. Elle stipule que le lancer d'élèves est désormais strictement interdit !

La direction de l'établissement a pris cette décision après plusieurs incidents. Des parents qui arrivaient après la sonnerie jetaient littéralement leurs enfants par-dessus la grille de l'école. Si aucune blessure n'a été à déplorer, et que ces comportements ont été, heureusement, plutôt rares, la direction a préféré prendre les devants. Elle a imprimé et placardé 2 affichettes sur le portail de l'école. Elles montrent un adulte lancer un enfant par-dessus la grille avec les messages "Je ne lance pas mes enfants par-dessus le portail !" et "Quand je suis en retard, je reviens à 10 h, ou 15 h."

Les "chuchoteurs" pour pouvoir s'entendre avec le masque

En CP, le port du masque a tendance à gêner en lecture.

Il empêche l'enfant d'entendre correctement ce qu'il lit à haute voix. Béatrice et Michèle, enseignantes en grande section à l'école privée Jean-de-La-Mennais à Saint-Malo, ont eu une idée géniale pour contourner le problème. Elles utilisent les coudes, utilisés habituellement en plomberie, pour fabriquer des "chuchoteurs". Le principe est que l'enfant puisse s'entendre lire, et donc comprendre ce qu'il lit et se corriger aisément. Il peut ajuster le volume de sa voix puisqu'il s'entend fort en parlant doucement.

BUREAU DU CONSEIL DE LA NATION

Goudjil préside une réunion

Le président du Conseil de la Nation par intérim, Salah Goudjil, a présidé, mercredi à Alger, une réunion du Bureau du conseil, élargi aux présidents des groupes parlementaires, au questeur parlementaire, au président et au rapporteur de la Commission des Affaires juridiques, administratives, des Droits de l'Homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial.

PAR LAKHDARI BRAHIM

C'est ce qu'indique un communiqué du conseil. Cette réunion a été consacrée à "l'échange de points de vue sur le calendrier de programmation des travaux du Conseil de la Nation pour les prochains jours, notamment les réunions préliminaires qui seront consacrées au projet de loi de Finances 2021 ainsi que le projet de loi relatif à la prévention contre le kidnapping et le projet de budget du Conseil de la Nation pour l'exercice 2021", précise le communiqué.

Acet effet, "il a été convenu de la tenue d'une réunion du Bureau élargi aux présidents des groupes et au questeur parlementaire aux fins d'adopter le calendrier des travaux et ce, à compter du mercredi 18 novembre 2020", ajoute la même source

Au début des travaux, M. Goudjil "a tenu à exprimer en son nom personnel et au nom de Mesdames et Messieurs les membres du Conseil sa joie et sa satisfaction quant au contenu de la lettre adressée par M. Abdelmadjid Tebboune, président de la

République, au peuple algérien, par laquelle il a tenu à le rassurer sur son état de santé. Une lettre adressée directement au peuple algérien qui l'a favorablement accueillie", souligne communiqué.

M. Goudjil a affirmé, par ailleurs, que "les Algériennes et les Algériens en adoptant la nouvelle Constitution ont privilégié l'intérêt suprême du pays, l'engageant dans une nouvelle étape marquée de la manière la plus claire qui soit par les prémices du changement souhaité qui est un des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", relève le communiqué.

"L'adoption de cette Constitution estime le président du Conseil de la Nation par intérim, constitue la naissance effective de la nouvelle République à la quelle aspire le peuple algérien. Une nouvelle République qui œuvre de manière plausible à moraliser la vie publique et consacre par le geste et non pas par les mots la justice par la garantie de l'équité entre tous, et ouvre de larges perspectives devant les générations actuelles et montantes pour accéder aux postes de responsabilité sur la base du mérite et de la compétence et ce, dans le cadre d'un grand projet national visant à refonder la pyramide institutionnelle en s'inspirant des valeurs et principes du 1er Novembre".

D'autre part, le Bureau du Conseil de la Nation a exprimé son "inquiétude" face aux incendies simultanés enregistrés dans nombre de wilayas et dont les tenants et aboutissants seront révélés par les enquêtes, a-t-on précisé.

Le Bureau du Conseil de la Nation s'incline à "l'occasion à la mémoire des martyrs de ces incendies et salue les efforts déployés par le gouvernement et les autorités publiques pour juguler et faire face aux effets de tels actes avec sérieux, efficacité et célérité", note la même source.

HOSPITALISÉ À LA CLINIQUE DE LA SN, LES GLYCINES

Djerad se rend au chevet du moudjahid Tahar Zbiri

PAR CHAHINE ASTOUATI

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, s'est rendu, mercredi en compagnie du Conseiller à la Présidence de la République, Abdelhafid Allahoum, au chevet du moudjahid Tahar Zbiri, hospitalisé à l'établissement hospitalier de la sûreté nationale "Les Glycines" à Alger, et ce, pour s'enquérir de l'état de santé du moudjahid, contaminé par la Covid-19. La délégation s'est enquis, en présence de la famille du moudjahid, de l'état de santé de l'ancien officier de l'Armée de libération nationale, âgé de 91 ans.

DÉVELOPPEMENT DES ZONES D'OMBRE

Plus de 77 mld mobilisés à Dziuoua

Une enveloppe de plus de 77 millions DAa été mobilisée, sur le budget de la wilaya d'Ouargla, pour la réalisation d'opérations de développement au profit de la zone d'ombre de Dziuoua, distante de 180 km de la commune d'El-Alia. Retenues au titre des efforts de développement et d'amélioration des conditions de vie des populations dans les zones d'ombre, ces opérations ont porté sur la réalisation au village de Dziuoua d'un puits artésien, son équipement en kit solaire et d'un réservoir d'eau de 50 m³, ainsi que des canalisations de raccordement sur 500 mètres. Il est relevé également la fourniture de l'électricité à énergie solaire aux foyers et à une école primaire nouvellement réalisée, en plus de la réalisation de l'éclairage public fonctionnant aussi à l'énergie solaire, ainsi que l'aménagement d'une aire de jeux et d'une salle de soins.

Une enveloppe conséquente a été mobilisée par la wilaya de Ouargla pour la prise en charge des préoccupations des populations de près de 130 zones d'ombre recensées à travers le territoire de la wilaya, selon les services de la wilaya.

Les opérations prioritaires sont liées notamment à l'alimentation en eau potable, l'électrification, la promotion de la santé et le désenclavement par la réalisation de nouvelles routes.

R. N.

Le Bureau du Conseil de la Nation "invite les citoyens à faire preuve de plus de vigilance face aux complots ourdis contre le pays visant à porter atteinte à sa stabilité. Tout citoyen jaloux de l'indépendance de son pays est sommé de veiller à son intégrité en respect aux sacrifices consentis par les valeureux Martyrs. Il prie Allah l'omniscient de protéger notre pays et de mettre en échec les visées de ses ennemis".

Concernant les dispositions contenues dans le projet de loi de finances pour l'exercice 2021, le Bureau du Conseil a rappelé que "les orientations générales de ce texte ont été imposées par les conditions économiques difficiles et par les conséquences induites par la pandémie du Coronavirus ainsi que par la volonté des autorités publiques de préserver les acquis sociaux et impulser la relance économique".

Le Bureau du Conseil a, sur un autre plan, examiné les grandes lignes du projet de budget du Conseil de la Nation pour l'année 2021 qui sera débattu de "manière plus profonde" lors de la prochaine réunion du Bureau avant de les transférer à la commission des Affaires économiques et financières, conformément aux dispositions de l'article 130 du règlement intérieur du Conseil.

Les présents ont pris, par ailleurs, connaissance du rapport qui leur a été transmis par Commission des Affaires juridiques, administratives, des Droits de l'Homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial, concernant la demande de levée de l'immunité parlementaire du membre du Conseil de la Nation Mokhtaria Chentouf. Il a, à cet effet, décidé de programmer une plénière à ce sujet au "moment voulu", conclut la même source.

L. B.

de moudjahidine sous la direction du Chahid héros Badji Mokhtar. Il a participé avec bravoure à plusieurs batailles jusqu'à son emprisonnement.

Il est désigné Chef du troisième bataillon à la base de l'Est, avant d'être nommé commandant et membre du Conseil de la Wilaya I historique (les Aurès) puis commandant de cette wilaya en 1960. Après l'Indépendance, Tahar Zbiri a occupé plusieurs postes de responsabilité, notamment celui de chef de l'état-major de l'ANP. Il a également été membre du Conseil de la Nation.

C. A.

INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR DU GAZ

20 Mds US devraient être investis au cours des 5 prochaines années

Le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, a indiqué mercredi à Alger que plus de 20 milliards de dollars devraient être investis au cours des cinq prochaines années dans le cadre de la poursuite du développement de la chaîne gazière. "Un développement massif des ressources gazières de l'Algérie a été réalisé pour financer son développement économique et améliorer les conditions de vie de sa population. Cela se poursuivra à l'avenir grâce aux importantes ressources gazières. Plus de 20 milliards de dollars devraient être investis au cours des cinq prochaines années dans le développement de la chaîne gazière", a-t-il précisé dans une allocution d'ouverture d'une table ronde ministérielle du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) tenue mercredi par vidéoconférence. M. Attar a, également, souligné que la nouvelle loi sur les hydrocarbures, promulguée il y a moins d'un an, vise à encourager les investissements et promouvoir le partenariat avec les entreprises internationales. Le ministre de l'Énergie a tenu à rappeler que c'était à Arzew en 1964 que la première usine de liquéfaction et le premier terminal d'exportation de gaz ont été mis en service. M. Attar a, par ailleurs, affirmé que "le gaz naturel, en association avec les énergies renouvelables, notamment le solaire, continuera à servir de principal carburant pour le développement du secteur de la production d'électricité en Algérie".

R. N.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Divers secteurs au menu

Divers secteurs, dont ceux de l'Intérieur, de l'Agriculture, du Commerce, de la Culture et de la Jeunesse et des Sports ont été au menu de la rencontre du gouvernement, présidée mercredi par visioconférence par le Premier ministre, Abdelaziz Djerrad, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Conformément à l'ordre du jour, les membres du gouvernement ont examiné 1 avant-projet de loi présenté par la ministre de la Culture et des Arts ainsi que 4 projets de décrets exécutifs présentés, respectivement, par le ministres de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, de l'Agriculture et du Développement rural et celui du Commerce.

En outre, 2 communications ont été présentées par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire ainsi que par le Ministre de la Jeunesse et des Sports.

Le gouvernement a entendu un exposé présenté par la ministre de la Culture et des Arts sur l'avant-projet de loi modifiant la loi 98-04 du 15 juin 1998 relative à la protection du patrimoine culturel.

Cet avant-projet de loi vise à combler les vides juridiques enregistrés dans la mise en œuvre de la loi 98-04, en renforçant la protection du patrimoine culturel national avec l'introduction d'un nouveau concept qui est celui des "lieux historiques de mémoire", ce qui permettra de classer les lieux qui témoignent de l'existence, par le passé, de vestiges archéologiques et/ou monuments historiques qui ont été le théâtre d'événements importants à travers les périodes préhistoriques ou historiques.

Le gouvernement a entendu un exposé présenté par le ministre de l'Intérieur, relatif au projet de décret exécutif portant réorganisation du bureau d'hygiène communale.

Ce projet de décret exécutif s'inscrit dans le cadre des réformes globales engagées pour adapter le dispositif juridique régissant les domaines liés à l'hygiène et à la salubrité publique avec les exigences nationales d'hygiène du milieu et de l'environnement urbain, tout en mobilisant les moyens matériels et financiers nécessaires au bon fonctionnement de ces dispositifs.

Un exposé a été présenté par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural relatif à un projet de décret exécutif portant déclassement de parcelles de terres agricoles destinées à la réalisation d'un Centre anti-cancer au niveau de la wilaya de Djelfa.

Le gouvernement a entendu un exposé présenté par le ministre du Commerce relatif à 2 projets de décrets exécutifs relatifs respectivement aux modalités d'exercice des ventes en soldes, promotionnelles, en liquidation de stocks, en magasins d'usines et au déballage et au modèle des procès-verbaux de constatation des infractions liées aux pratiques commerciales.

- S'agissant du 1^{er} projet de Décret exécutif, il prévoit l'élargissement de l'organisation des ventes en soldes aux manifestations commerciales et aux événements particuliers comme le mois sacré du Ramadhan et les fêtes religieuses et ce, en sus des périodes hivernale (janvier-février) et estivale (Juillet- Août). Il prévoit également l'exercice des ventes en soldes par voie du e-commerce dans les mêmes règles applicables aux ventes par voie classique.

Quant au second projet de décret exécutif, il vise l'uniformisation des modèles des procès-verbaux de constatation des infractions liées aux pratiques commerciales, ce qui permettrait de mieux cibler les opérations de contrôle et de disposer d'un système d'information fiable sur la nature des informations constatées.

Sur la question des procès-verbaux de sanctions émis par les différents services de l'État, le Premier ministre a instruit les secteurs concernés à l'effet d'engager les mesures de nature à mettre en place l'automatisation de l'établissement des procès-verbaux par voie électronique pour faciliter leur exploitation et leur mise en œuvre par les autorités judiciaires notamment. 5- Le gouvernement a entendu une communication du ministre de la Jeunesse et des Sports sur le plan d'action de relance du sport scolaire et universitaire.

Un état des lieux sur l'enseignement de l'éducation physique et sportive, en tant que matière intégrée dans les programmes d'étude. Des mesures immédiates pour la relance du sport scolaire et universitaire avec l'engagement d'une opération pilote qui va cibler 500 écoles primaires sur l'ensemble des wilayas et l'organisation de festivals sportifs inter-écoles.

Des mesures à moyen terme pour la réforme du système national de sport scolaire et universitaire. Pour ce qui est des centres de formation et d'enseignement professionnels, il est également envisagé un programme d'animation sportive propre à ces établissements.

Enfin, le gouvernement a entendu une communication du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire relative à la passation d'un marché de gré à gré simple dans le cadre de l'équipement des structures du secteur avec une entreprise publique.

R. N.

RÉQUISITOIRE DANS L'AFFAIRE KHALIFA BANK

Perpétuité pour A. Khalifa, 15 ans de prison pour Méziane Ighil

Après l'audition de tous les accusés et des témoins dans ce procès qui n'a rien apporté de nouveau, débuté dimanche dernier, le procureur général du tribunal criminel près la cour de justice de Blida, a requis la perpétuité contre l'accusé principal, Abdelmoumène Khalifa, il a également requis la saisie de l'ensemble des biens de l'ancien P.-dg du Groupe Khalifa.

En 2015, Abdelmoumène Khalifa avait été condamné par le tribunal criminel près la cour de Blida à 18 ans de prison ferme, assortie d'une amende d'un million de dinars avec confiscation de l'ensemble de ses biens.

L'audience d'hier a vu l'audition des parties civiles et du réquisitoire du procureur général et de la défense des 12 accusés.

L'Accusé Abdelmoumen Khalifa a nié, dans ce cadre, toutes ces charges se déclarant être victime *"d'un complot avec la complicité de l'ancien système"*.

Le principal accusé, Abdelmoumène Khalifa, est poursuivi pour les chefs d'inculpation de *"constitution d'association de malfaiteurs"*, *"falsification de documents officiels et usage de faux"*, *"vol en réunion, escroquerie, abus de confiance et corruption"*, *"falsification de documents bancaires"*, et *"banqueroute frauduleuse"*.

Poursuivi dans cette même affaire, le footballeur international algérien et ancien entraîneur des Verts et de plusieurs clubs de l'élite, Meziane Ighil risque, lui aussi, une lourde condamnation. En effet, le procureur général a requis contre lui une peine de 15 ans de prison ferme.

Créée en 1998, Khalifa Bank avait été dirigée par Ali Kaci. Le conseil d'administration avait confié, par la suite, la présidence du Groupe à Abdelmoumène Khalifa qui l'a géré en qualité de Président-directeur général de 1999 à 2003.

AFFAIRE DU PROCÈS EN APPEL DES KOUNINEF

Report au 2 décembre prochain

La chambre pénale de la cour d'Alger a décidé de reporter, à la demande de la défense, au 2 décembre prochain le procès en appel dans l'affaire des frères Kouninef, poursuivis pour corruption.

En septembre dernier, le tribunal de Sidi-M'hamed avait condamné les accusés à des peines de prison ferme allant de 12 à 20 ans avec confiscation de leurs biens.

Réda Kouninef a été condamné à une peine de 16 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8 millions de dinars, son frère Tarek à 15 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8 millions de dinars et Abdelkader à 12 ans de prison ferme.

Le tribunal a également condamné Souad Kouninef, pour laquelle un mandat d'arrêt international a été lancé, à une peine de 20 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8 millions de dinars.

Les personnes morales ont été, quant à elles, condamnées à une amende de 32 millions de dinars.

Les autres accusés impliqués dans l'affaire, dont d'anciens fonctionnaires de plusieurs ministères et organismes, ont été condamnés à des peines allant de 18 mois à 3 ans de prison ferme.

R. N.

Les fonds spéciaux, qui ont depuis longtemps fait couler beaucoup d'encre, feront désormais partie du passé dans très peu de temps.

PAR KAMEL HAMED

En effet une des dispositions du projet de la loi de finances 2021, actuellement en débat à l'Assemblée populaire nationale (APN) depuis mardi dernier énonce clairement la fin de ces fonds spéciaux. En somme c'est la fermeture définitive de ces fonds spéciaux au nombre de 238 actuellement qui est annoncé par le projet de loi en question. Selon l'exposé des motifs du gouvernement la clôture des 38 comptes d'affectation spéciale entre dans le cadre de réhabilitation des principes budgétaires publics. En termes plus clairs le gouvernement veut revenir à la rationalité budgétaire alors que les fonds spéciaux, qui ont été créés pour des besoins spécifiques et ponctuels, ont duré dans le temps engendrant moult

FONDS SPECIAUX

La fin d'une énigme

polémiques et controverses quant à leur nécessité et surtout le contrôle des budgets qui y sont affectés dans le cadre des multiples programmes du gouvernement. On s'en rappelle, à ce propos, les débats houleux à l'APN sur les milliards de dinars cachés dans ces fonds spéciaux et qui échappaient à tout contrôle. Les députés n'ont eu de cesse en effet de réclamer plus de transparence au gouvernement quant à la gestion de l'argent déposé dans ces comptes d'affectation spéciale ; mais l'exécutif, qui faisait très peu cas des remarques fort légitimes des députés, n'en avait cure. On rappelle aussi dans ce cadre les différents rapports controversés de la Cour des comptes et de l'inspection générale des finances (IGF). Des rapports qui laissaient clairement penser que ces fonds spéciaux sont devenus un trésor caché dans lequel puise le gouvernement loin de tout contrôle parlementaire. Selon des chiffres présentés ça et là il y aurait eu des dizaines de milliards d'euros entreposés dans ces fonds spéciaux et dont la gestion était loin d'être rationnelle. A croire, et alors que l'argent coulait à flots à cause de la hausse des prix du baril de pétrole, que ces fonds spéciaux servaient quelquefois des desseins inavoués.

Presque tous les ministères disposaient de leurs propres fonds spéciaux. Des ministres ont, à maintes reprises, étaient interpellés par des députés, sur ces fonds et les milliards qui s'y trouvaient, en vain. Très omipotent le gouvernement snobait la chambre basse du Parlement qui servait beaucoup plus de chambre d'enregistrement. Impuissants face à cette situation les députés n'avaient pas les moyens de changer quoi que ce soit et il a fallu attendre cette fin d'année 2020 pour voir enfin le gouvernement passer à l'acte et annoncer la clôture des fonds d'affectation spéciale. Des députés sont ainsi revenus à la charge sur la question en demandant expressément des bilans sur cette gestion souvent opaque de ces fonds spéciaux. Des remarques qui vont rester sans suite il faut le dire puisque le gouvernement, s'il n'a pas donné de réponse dans le passé, ne compte pas, loin s'en faut, changer cette attitude et faire œuvre de transparence. Autant dire que cette histoire de fonds spéciaux ne manquera pas de susciter des questionnements sur les dizaines, voire les centaines de milliards de dinars et leur destination finale.

K. H.

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2021

Riche débat en une conjoncture inédite

PAR RIAD EL HADI

Les avis des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) étaient plutôt mitigés autour du projet de loi de finances pour l'exercice 2021 (PLF 2021), entre ceux favorables au projet et ceux émettant des réserves. Mais tous étaient unanimes sur *"l'impératif de trouver des solutions urgentes en cette conjoncture sanitaire inédite"*.

Intervenant lors du débat du PLF 2021, présenté par le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, lors d'une séance plénière de l'APN, présidée par Slimane Chenine, plusieurs députés n'ont pas manqué de valoriser la teneur du projet de loi de finances, notamment ses clauses stipulant l'impératif de diversifier l'économie nationale et de recourir aux Énergies renouvelables, pendant que d'autres y ont relevé *"plusieurs ambiguïtés quant à la manière de combler le déficit budgétaire"*. La députée FLN Saïda Hariti s'est félicitée du contenu du PLF 2021, notamment son volet inhérent à l'impérative diversification de l'économie nationale pour se libérer de la dépendance aux hydrocarbures. Pour sa part, Hindia Meroouani (FLN) s'est dite *"favorable à ce projet de loi attendu*

qu'il encourage l'exportation hors hydrocarbures...", tandis que Farida Ghamra du MSP a plaidé pour *"la relance de la procédure relative à l'Impôt sur la fortune"*. Nasser Hamdadouche du MSP a estimé que les chiffres mentionnés dans ledit projet *"sont irréalistes et illogiques du point de vue économique"*. Pour Hakim Berri du RND, le PLF n'a *"pas tenu compte de la dépréciation du dinar qui entraînera, inéluctablement, une hausse des produits de base et impactera ainsi négativement le pouvoir d'achat du citoyen"*. *"Le PLF 2021 se décline sous forme de mesures de rattrapage, dénuées d'une vision stratégique ou d'une approche de développement claires"*, a estimé, quant à lui, Ahmed Bouchama du MSP. Les députés ont plaidé pour *"l'adoption d'incitations fiscales et d'autres avantages au profit des agriculteurs en cette conjoncture difficile"*. Messaoud Bouderaïji du RND a estimé que le *"PLF 2021 n'a pas accordé assez d'importance à l'agriculture bien que soit le seul secteur ayant montré son utilité durant la pandémie du coronavirus"*. *"Comment peut-on compter sur le secteur de l'agriculture comme alternative aux hydrocarbures, alors qu'il souffre de plusieurs problèmes et que la*

majorité des agriculteurs rencontrent beaucoup d'obstacles qui entravent les objectifs souhaités", s'est interrogée, de son côté, Saliha Mekhreh, députée du même parti. Mohamed Azaiez du MPA a insisté, lui-aussi, sur l'importance *"d'alléger les charges fiscales au profit des agriculteurs, notamment dans les filières stratégiques, d'accroître les terres irriguées, d'inciter les agriculteurs à recourir aux méthodes modernes..."*.

Ratiba Ayad du RND affirmé que *"le secteur agricole amis le pays à l'abri d'une crise alimentaire durant l'année en cours, d'où l'impératif de prêter une attention particulière à ce secteur à travers la résolution du problème du foncier agricole de manière définitive..."*.

Abderrahmane Nakaa du RND a plaidé pour *"l'interdiction de l'importation de légumineuses jusqu'à l'épuisement des stocks nationaux"*. Le député indépendant Dakmouss a mis l'accent sur *"l'impérative prise de mesures incitatives des industries manufacturières au profit du producteur agricole à même de permettre à ce secteur d'absorber l'excédent de production et de couvrir les besoins nationaux..."*.

R. E.

MOURAD PREURE, EXPERT PÉTROLIER INTERNATIONAL :

"L'Algérie doit vite basculer vers les Énergies renouvelables"

PAR RANIA NAILI

Les *"compagnies pétrolières sont en train de basculer vers les Énergies renouvelables alors que nous on pense pétrole et hydrocarbures"*. C'est en ces termes que s'est exprimé, mercredi, Mourad Preure, l'expert pétrolier, lors de son passage à l'émission *"l'Invité de la rédaction"* de la chaîne 3 de la Radio algérienne. *"Nous marchons à contre sens sur une autoroute"*, déplore-t-il, en précisant que *"Sonatrach doit devenir un leader mondiale dans les Énergies vertes"*, particulièrement en cette période de crise sanitaire qui freine l'économie mondiale causant la baisse des prix de pétrole. Mourad Preure affirme que *"les grandes compagnies pétrolières ont déjà anticipé les choses en commençant à devenir des compagnies énergétiques, à l'instar de British petroleum qui veut multiplier, par 10, ses dépenses dans les Énergies renouvelables d'ici à 2030 et atteindre 5 milliards de dollars."*

On peut citer aussi l'exemple de Total qui vise à être, d'ici à 2030, dans le Top 5 des producteurs des énergies vertes", ajoute-t-il. Pour l'intervenant, Sonatrach doit basculer vite vers les renouvelables, *"puisque la demande pétrolière ne peut pas reprendre"*. Selon les dernières prévisions du Fonds monétaire international, explique-t-il, *"l'économie mondiale va connaître une récession de plus de 4 % en 2020. La Zone euro et le Royaume-Uni vont connaître une forte récession respectivement de 8.3 % et 9.3 %"*. Mourad Preure juge que *"l'ascension après cette crise sera lente et incertaine et que pour retrouver le niveau de croissance de 2019, il faudra attendre entre 3 et 4 ans et dans de telles conditions la demande pétrolière va certainement se réduire"*. *"Nous sommes face à un véritable choc baissier"*, estime le professeur Preure, pour qui : *"Ce choc survient dans un contexte exceptionnel où il y a une surabondance de l'offre de pétrole et où la demande*

ralentit à cause de la Covid 19. Nous sommes dans une situation de grande imprévisibilité et de forte incertitude", a-t-il prévenu. Le *"marché pétrolier est donc gravement secoué avec cette seconde vague du virus et les choses peuvent s'aggraver encore plus, puisque l'offre peut augmenter avec le probable retour de l'Iran, après l'élection de Joe Biden à la tête des USA, mais aussi de la Libye qui est en train d'augmenter sa production"*, ajoute-t-il. *"Il y a une réalité qu'il faut prendre en compte, l'Algérie doit changer de stratégie et s'investir dans les renouvelables"*, précise-il. *"La transition énergétique ne doit pas se résumer à l'importation de systèmes solaires, mais prendre la dimension d'une véritable ambition industrielle qui entraîne dans son sillage industrie, universités et recherche nationale. Sonatrach a les moyens d'être la locomotive de la transition énergétique dans notre pays"*, conclut-il.

R. N.

FORTE REPRISE DE L'ÉPIDÉMIE

L'UNPE demande la "fermeture des écoles"

Dans ce contexte de crise sanitaire aiguë, plusieurs voix s'élèvent pour demander la fermeture des écoles afin de protéger les 12 millions d'élèves. C'est en tout cas ce que préconise avec force l'Union nationale les parents d'élèves (UNPE).

PAR IDIR AMMOUR

Les gestes barrières ne suffisent plus. Le pays est en état de panique. Ça ne parle que du Covid-19 à la télé, sur les réseaux sociaux. Le nombre de cas positifs ne cesse d'augmenter. Face à la constatation sans appel du non-respect des consignes de confinement sanitaire, les pouvoirs publics ont même durci les mesures sanitaires, pour tenter de limiter les dégâts. Pour tout le monde, c'est une plongée dans l'inconnu. On ne sait pas quand ça finira. C'est le cas au sein de la famille de l'Éducation, en particulier les parents d'élève, inquiets pour leur progé-



ture, vu que la maladie s'est installée au sein même des enceintes scolaires, après une reprise scolaire très controversée. Cette situation alimente l'inquiétude tant auprès des enseignants, des élèves que de leurs parents. Dans ce contexte de crise sanitaire aiguë, plusieurs voix se sont élevées pour demander la fermeture des écoles afin de protéger les 12 millions d'élèves. C'est en tout cas ce que préconise avec force l'Union nationale les parents d'élèves (UNPE). En effet, cette organisation a appelé, à travers un communiqué, le

Premier ministre, Abdelaziz Djerrad, à procéder à la fermeture des écoles pour une durée de 15 jours en raison de l'augmentation record des cas de coronavirus ces derniers jours. "Après avoir soutenu en tant qu'Union nationale des parents d'élève la rentrée scolaire, décidée par le ministère de l'Éducation nationale en concertation avec les partenaires sociaux, aujourd'hui, vu l'augmentation des cas de contaminations, nous demandons au Premier ministre de fermer les écoles pour une durée de 15 jours, afin de permettre au ministère de l'Éducation nationale et à la communauté de l'Éducation, le temps de réunir tous les moyens pour l'application de protocole sanitaire et combler les manques observés lors de la rentrée scolaire courante", lit-on dans le communiqué de l'UNPE. A souligner que cette demande n'a, pour l'heure, pas suscité de réactions de la part des pouvoirs publics, mais en tout cas a été prise au sérieux par tous les spécialistes. A rappeler que depuis la rentrée scolaire, plusieurs écoles primaires sont fermées au niveau de plusieurs wilayas, suite à la découverte de cas de contamination.

I. A.

Les hospitaliers plaident pour une prise de conscience des citoyens !

PAR RAHIMA RAHMOUNI

En franchissant la barre des 700 cas de contaminés et 15 décès en 24 heures, les voyants sont tous au rouges et la sonnette d'alarme est bel et bien tirée tant au niveau officiel qu'au niveau du personnel médical.

En alerte depuis la déclaration de la pandémie, le personnel médical est mobilisé cela fait neuf mois déjà que les blouses blanches sont sur le qui-vive

au chevet des malades à leur prodiguer les soins nécessaires en payant eux-mêmes un lourd tribut. Sur le pied de guerre il y a de cela 9 mois déjà, les blouses blanches se plaignent de l'épuisement général des équipes soignantes et auxiliaires à travers le pays avertissant contre les risques d'une croissance exponentielle qui a atteint des records alarmants suscitant panique et drames.

Alertant sur le danger imminent généré

par le relâchement dans le respect des mesures barrières et la négligence en matière de protocoles sanitaires dans les lieux publics, l'inquiétude augmente et agace davantage les membres soignants - parmi lesquels on dénombre une quarantaine de victimes -. Les hospitaliers appellent à une prise de conscience des citoyens pour se solidariser en respectant les mesures préventives.

R. R.

CARDIOLOGUE ET ENSEIGNANT À LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE TIZI-OUZOU

Le professeur M'hamed Melbouci succombe au Covid-19

Le corps médical de la wilaya de Tizi-Ouzou ne cesse pas de panser ses plaies en enterrant les meilleurs d'entre-eux succombant au Covid-19. Cette fois-ci le corps médical est endeuillé par la perte cruelle de l'éminent cardiologue et enseignant, le professeur M'hamed Melbouci. Ce dernier s'est éteint suite aux complications induites après sa contamination au nouveau coronavirus.

Cardiologue et enseignant à la faculté de médecine de Tizi-Ouzou, le professeur M'hamed Melbouci a succombé, mercredi 11 novembre, des suites du coronavirus. Il était âgé de 73 ans. Hospitalisé depuis la semaine dernière, le professeur Melbouci a fini finalement par rendre l'âme en dépit des efforts de ses confrères.

Le défunt, qui avait un cabinet médical juste en face du CHU Nedir-Mohamed,

était derrière la formation de plusieurs générations de médecins dans la wilaya ainsi que le traitement et le suivi des malades de la cardiologie au CHU ou en privé.

Le corps médical est le premier à pâtir de cette pandémie qui ne cesse de faire de victimes dans ses effectifs.

R. N.

BILAN CORONA

811 nouveaux cas et 16 décès

811 nouveaux cas confirmés de coronavirus, 354 guérisons et 16 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, le docteur Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 64.257 dont 811 nouveaux cas, soit 1,8 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 2.093 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 42.980. En outre, 13 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 16 n'ayant enregistré aucun cas, alors que 19 autres ont enregistré plus de 10 cas. Par ailleurs, 49 patients sont actuellement en soins intensifs. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

VACCIN ANTIGRIPPAL

Les lots reçus distribués équitablement

Les lots de vaccin antigrippal reçus seront distribués équitablement au fur et à mesure de leur réception du laboratoire fournisseur, a assuré le directeur commercial de l'Institut Pasteur d'Algérie, le docteur Abderrezak Soufi.

Dans une déclaration à l'APS, le responsable a expliqué que la distribution du vaccin antigrippal à travers toutes les régions du pays se faisait conformément aux directives du ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière, précisant que "le premier lot mis à disposition par la Direction de la prévention et de la promotion de la santé du ministère a été distribué à quasiment 100 % à l'exception de quelques wilayas". Et d'ajouter que "les représentants de deux de ces wilayas (Centre) ont été convoqués pour recevoir deux lots en même temps".

Concernant le deuxième lot de vaccins, Dr Soufi a indiqué que l'Institut "s'apprête à approvisionner 18 wilayas", soulignant que "la distribution se fait en fonction des quantités reçues au fur et à mesure par l'Institut". Quant aux wilayas du Grand Sud, le responsable a salué les efforts du ministère de la Défense nationale pour faire parvenir les vaccins à ces wilayas, en l'absence de vols d'Air Algérie.

La wilaya de Tamanrasset a reçu deux lots en même temps, celle de Tindouf recevra bientôt son lot alors que le représentant de Béchar s'est déplacé par route pour réceptionner le lot de la wilaya. Par souci d'efficacité, la réception des lots est confiée à un seul représentant par wilaya, lequel est muni des moyens permettant la conservation au froid des vaccins.

La distribution du vaccin se fait "progressivement" selon la quantité acquise auprès du laboratoire fournisseur. La priorité sera accordée aux corps du secteur, aux malades chroniques, aux femmes enceintes et aux corps constitués. S'agissant des officines n'ayant pas bénéficié des quantités habituelles au profit des malades chroniques, l'expert a expliqué cette situation par la réception progressive des lots, réitérant l'attachement de l'Institut à assurer une distribution "équitable" à tous les acteurs sur le terrain. Pour cette saison, le ministère de la Santé a acquis 1.800.000 doses de vaccin antigrippal.

ACQUISITION DU VACCIN

ANTI-COVID-19

L'Algérie dans

les "starting-block"

L'acquisition par l'Algérie du vaccin contre la Covid-19 répond à un processus déjà appliqué à l'ensemble des vaccins jusque-là acquis par le pays. Selon la directrice des approvisionnements au niveau de l'Institut Pasteur, Mme Semaï, "100 millions de doses du vaccin anti-covid devraient être disponibles d'ici à la fin de l'année en cours, l'Algérie s'approvisionnera selon le processus appliqué à l'ensemble des vaccins".

"Comme pour tout vaccin, il faut une validation de la part du comité technique ensuite le ministère de la Santé devra arrêter les quantités à commander en fonction de la population à vacciner : est-ce qu'il sera destiné à tout le monde ou réservé aux populations vulnérables ? Toutes ces questions doivent être arrêtées par le ministère de la Santé après consultation du Comité national de vaccination", a-t-elle déclaré.

Concernant la quantité de doses que l'Algérie pourrait se procurer, Mme Semaï a affirmé "La quantité nécessaire ne sera disponible chez aucun fournisseur parce que nous sommes sur des millions de doses. Il ne faut pas espérer les avoir tout de suite chez un seul fournisseur. Il faudra arrêter un programme d'approvisionnement, mais il faudra surtout aussi que le Comité scientifique tranche sur la question du vaccin à acquérir".

Le choix du fournisseur du vaccin dépendra du Comité national de vaccination. "Tout cela devra être arrêté par le Comité national de vaccination, celui dédié aux gripes et maladies respiratoires en plus du Comité scientifique chargé du suivi du coronavirus. La disponibilité du vaccin, c'est la dernière étape". Le directeur de l'Institut Pasteur d'Algérie, le docteur Fawzi Derrar, a quant à lui affirmé que "nous n'allons pas vacciner toute la population, mais uniquement les cas jugés graves, sachant que 80 % des cas confirmés ne sont pas grave tandis que seulement 20 % sont en réanimation ou bien décédés". Pour rappel, le laboratoire Pfizer a annoncé avoir élaboré, en association avec Biontech, un vaccin contre la Covid-19, qui serait efficace à 90 %.

R. N.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE LA SANTE DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE
DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION DE LA WILAYA DE GHARDAIA
Etablissement Hospitalier Spécialisé - Gueddi Bakir - Gharđaia
AVIS DE RECRUTEMENT

Grade	Mode de recrutement	N° de postes	Conditions de recrutement	Délai d'ouverture le délai de dépôt des dossiers	Dernier délai de dépôt des dossiers
Médecins généralistes de santé publique	Sur titre	02	Les candidats titulaires d'un diplôme doctorat en médecine ou d'un titre reconnu équivalent	A partir du premier jour de la parution de cet avis	Après 15 jours d'ouverture des inscriptions.

La sélection de la commission de concours composée de :
-L'autorité investie de pouvoir de nomination... président
-Deux membres issus au grade supérieur au concours... membres
La sélection de la commission de l'examen du résultat final composé de :
-L'autorité investie de pouvoir de nomination ou l'administration de tutelle ou le représentant de l'une des parties... président
-Représentant de la commission paritaire du corps ou du grade concerné... membre
-Un membre la commission de la sélection... membre
Le dossier composé de :

Le dossier obligatoire	Les pièces demandées en réserve
-Demande manuscrite de participation (TEL/Grade) -Copie certifiée conforme à l'original de la carte d'identité nationale -Copie certifiée conforme à l'original du diplôme ou titre reconnu équivalent plus relevé de notes -Fiche de renseignement.	-Diplôme formation supérieur ou diplôme exigé à l'examen -Les travaux et les études réalisées -Certificats prouvant l'expérience -Fiche familiale -Photocopie légalisée de la carte de l'OCFLN ou FLN ou veuve de chahid ou fils de chahid -Photocopie légalisée d'une carte de handicapé -Certificat de soutien de famille -Deux (02) photos d'identité -Extrait du casier judiciaire (Bulletin n° 3) -Attestation justifiant la position du candidat vis-à-vis des obligations du service national -Deux certificats (médicaux générale et phthisiologie) -Attestation de travail effectué, le cas échéant -Un certificat de naissance n°13.

Le dépôt des dossiers et le lieu de centre d'examen au niveau de l'établissement Hospitalier Spécialisé (Gueddi Bakir) Gharđaia
Les conditions de sélection :
1- Examen position appropriée requise
2- Les travaux finis par le candidat
3- La date d'option du diplôme
4- La formation complémentaire du diplôme exigé dans l'option
5- L'expérience professionnelle du candidat
6- La note donnée par la commission.
En cas d'égalité entre les candidats prévoir les conditions suivantes :
1- droit du fils de CHAHID
2- Les handicapés pouvant occuper une fonction
3- L'âge du candidat
4- Situation familiale du candidat.
Les étapes de recours :
Les candidats non acceptés au concours peuvent déposer leurs recours au niveau de l'autorité investie de pouvoir de nomination qui doit répondre (5) jours de travail (au minimum) avant la date du concours.

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère d'éducation national

Direction de l'éducation de la wilaya de Chlef
Service de programmation et suivi

N° de fiscale: 099002019057524

Mise en demeure
N° 01

L'entreprise Marouf Rachid demeurant à N° 07 zone 11 commune de Chettia; titulaire du marché n°05/2020 du 15/06/2020 d'un montant 3 148 192,60 DA; n° fiscale 198244100365330 et la période de totalité de la réception de dix (30) jours liée à la fourniture d'équipements de CEM base 07/300 rations. Lot n°01 mobilier scolaire pour livraison de la totalité de l'équipement et conforme dans un délai de (08) jours à partir de la date de parution de cette première mise en demeure dans la presse nationale et sur le journal officiel de l'opérateur publique.
Dans le cas contraire; le marché sera résilié au torts exclusifs de l'entreprise.

Midi Libre n°4129 - Jeudi 12 novembre 2020 - Anep 2016 018 240

Midi Libre n°4129 - Jeudi 12 novembre 2020 - Anep 2016 018 190

MIDI

L'INFO, RIEN QUE L'INFO

MIDI

CULTURE

VILLE MEXICAINE GUADALAJARA

**"Capitale mondiale
du livre 2022"**



CITADELLE D'ALGER

**Les visites de nouveau
autorisées**

ÉDITIONS "EL DJAZAÏR TAQRAA"

Lancement d'un salon virtuel du livre

Les éditions "El Djazair Taqraa" a lancé récemment un salon du livre virtuel sur une plateforme de vente électronique regroupant les ouvrages de + 80 maisons d'éditions algériennes et étrangères et propose des packs et des ventes promotionnelles jusqu'au 12 novembre.



CITADELLE D'ALGER

Les visites de nouveau autorisées

Des visites sont programmées tous les jours de 9h à 17h avec des droits d'accès fixés à 500 DA pour les adultes, 250 DA pour les 10-18 ans et gratuit pour les enfants de moins de 10 ans.



La citadelle d'Alger, monument historique datant de la fin du XVIII^e siècle, siège du pouvoir politique de la régence d'Alger à la fin de la période ottomane, ouvrira ses portes aux visiteurs à partir de lundi, avec un parcours comprenant les parties restaurées du site, a-t-on appris auprès de l'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels (OGECB). A cette occasion l'office organise une exposition sur les métiers de la restauration utilisés lors des opérations de réhabilitation de ce monument situé sur les hauteurs de La Casbah d'Alger et également connu sous le nom de Dar-Essoltane. Un parcours de visites guidées des parties restaurées a été élaboré et passe par le quartier des janissaires, le bain des janissaires ainsi que le Bastion 5. Des visites sont programmées tous les jours de 9h à 17h avec des droits d'accès fixés à 500 DA pour les adultes, 250 DA pour les 10-18 ans et gratuit pour les enfants de moins de 10 ans, précise l'OGECB.

Les travaux de construction de la citadelle ont été entamés au XVI^e siècle par les frères Barberousse est devenue le siège du pouvoir politique en 1816, le site compte le palais du dey, le palais des beys, une mosquée pour le dey et une autre pour les janissaires, des bains, des jardins en plus de structures militaires et fortifications. Après plusieurs opérations de restauration non abouties, des travaux d'urgence et de sauvegarde de la citadelle ont été entamés en 2005, au niveau de neuf bâtisses du site, avant que les travaux de restauration ne soient engagés en 2011. En 2019 l'OGECB avançait un taux d'avancement des travaux estimé à 60 %.

Exposition sur les métiers de la restauration à la Citadelle d'Alger

La ministre de la Culture et des

Arts, Malika Bendouda, a inauguré dimanche une exposition sur les métiers de la restauration utilisés lors des opérations de réhabilitation à la Citadelle d'Alger. Ouverte au public durant une semaine, l'exposition s'inscrit dans le cadre l'exploitation des sites archéologiques et monuments historiques classés. La ministre a visité, à cette occasion, quelques "bâtisses" restaurées de la Citadelle tout en s'enquérant de l'état d'avancement des travaux de restauration des autres parties du monument. Elle a instruit, à ce titre, les responsables de ce site historique important de redoubler d'efforts afin de faire de la Citadelle d'Alger une "destination culturelle et touristique par excellence" ouverte aux visiteurs notamment les écoliers". L'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels

(Ogebc) prévoit à partir de lundi des visites de 30 minutes tous les jours avec des droits d'accès fixés à 500 DA pour les adultes, 250 DA pour les 10-18 ans et gratuit pour les enfants de moins de 10 ans. Les travaux de construction de la citadelle ont été entamés au XVI^e siècle par les frères Barberousse est devenue le siège du pouvoir politique en 1816, le site compte le palais du dey, le palais des beys, une mosquée pour le dey et une autre pour les janissaires, des bains, des jardins en plus de structures militaires et fortifications. Après plusieurs opérations de restauration non abouties, des travaux d'urgence et de sauvegarde de la citadelle ont été entamés en 2005, au niveau de neuf bâtisses du site, avant que les travaux de restauration ne soient engagés en 2011

"HÉLIOPOLIS" DE DJAÂFAR GACEM

Le long-métrage présenté à la presse

Héliopolis, premier long métrage de fiction de Djaâfar Gacem, inspiré de faits historiques, a été projeté, mercredi à Alger, devant un public restreint aux praticiens du 7^e Art et à la presse nationale. Produit par le Centre algérien de développement du cinéma (CADC), avec le soutien du ministère de la Culture et des Arts, le film a été projeté à la salle Ibn Zeydoun de l'Office riadh El Feth (Oref), en présence du réalisateur et de quelques comédiens distribués. D'une durée de 116 minutes, le film, inspiré de faits historiques dans l'Algérie des années 40, restitue les divergences de vues existantes dans la société d'antan, à travers Mokdad Zenati, fils de gaïd assimilationniste acquis aux thèses du rapprochement avec la France coloniale, et propriétaire de terres agricoles dans la bourgade d'Héliopolis à Guelma et "Mahfoud" son fils, aux idées anticolonialistes et indépendantistes, prônées par le courant politique des "Amis du manifeste de la liberté" (AML) de Ferhat Abbas auquel il se joint, consommant ainsi la rupture avec son père. Emprisonné pour avoir participé à l'organisation de manifestations, Mahfoud, campé par Mehdi Ramdani, est exécuté avec ses camarades devant le regard impuissant de son père, incarné par Aziz Boukrouni, qui décide alors de revenir à sa propriété et prendre son fusil pour se défendre contre les milices françaises. Revenant sur les raisons qui ont mené aux manifestations du 8-Mai-1945 au lendemain de la fin de la Seconde Guerre mondiale. A l'affiche de ce premier long métrage du réalisateur Djaâfar Gacem, une pléiade d'acteurs algériens, dont Aziz Boukrouni, Mehdi Ramdani, Souhila Maalem, Mourad Oudjit, Mohamed Frimehdi, Nasreddine Djoudi et Fodhil Assoul en plus de quelques comédiens français. Le repérage des lieux de tournage a été des plus concluant, (Alger, Sidi Bel-Abbès et Guelma entre autres, appuyé par des décors judicieusement réalisés qui ont restitué le repère spatiotemporel de la trame soutenue par une musique de haute esthétique signée Armand Amar qui a su illustrer les événements dans leur contexte historique.

Selon le réalisateur, le film "était prêt depuis fin février passé", mais sa projection avait été reportée à plusieurs reprises par la partie en charge de sa production, le Centre algérien de développement du cinéma (CADC), relevant du ministère de la Culture et des Arts. Egalement scénariste, Djaâfar Gacem s'est rendu célèbre à travers la réalisation de plusieurs sitcoms et séries télévisées à succès, à l'instar de *Nass Miah City 1, 2 et 3* (de 2002 à 2006), *Liqaq maâ El Qadar* (2007), *Djemai Family 1, 2 et 3* (de 2008 à 2011), *Qahwet Mimoun* (2012), "Dar El Bahdja" (2013), *Soltane Achour El Acher 1 et 2* (de 2015 à 2016) et *Bouzid Days* (2016). Le film *Héliopolis* dont l'avant-première officielle est prévue jeudi à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih, dans le cadre de la célébration du 66^e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er novembre 1954, a été proposé pour représenter l'Algérie à l'Oscar du meilleur long métrage international qu'organise l'Acadamy of Motion Picture Arts and Sciences (Ampas).

ÉDITÉ AUX ÉDITIONS FRANTZ-FANON

Vie et œuvre de Si-Mohand Ou Mhand



La vie et l'œuvre de de Si-Mohand Ou Mhand interpellent d'une façon exceptionnelle "a soutenu jeudi à Tizi-Ouzou, le cinéaste Ali Mouzaoui, à l'occasion d'une vente dédicace, à la maison de la culture Mouloud Mammeri, de son nouveau roman Comme un nuage sur les routes consacré à la vie de ce poète.

La vie et l'œuvre, mais surtout la vie de Si-Mohand Ou Mhand interpellent d'une façon exceptionnelle, car il a vécu à une période de fractures et de grands bouleversements qu'avait connus l'Algérie et la Kabylie qui (cette dernière), pour la première fois de son Histoire, a été vaincue", a-t-il souligné en les remplaçant dans leur contexte historique. Une chute dont les conséquences n'avaient pas tardé à apparaître, poursuivra M. Mouzaoui, "à travers la déstructuration de la société kabyle, les dépossessions et les misères humaines causées par l'entreprise coloniale qui fera de Si-Mohand, issu d'une famille aisée et qui a été dépossédée, déshéritée et décimée, un agent actif en mouvement, dont la destinée

est de raconter les siens en sillonnant le pays". L'objectif du roman, écrit en langue française, précise-t-il, est de "permettre au lecteur, d'autres langues, de saisir les conditions et les circonstances de l'éclosion de l'œuvre de Si-Mohand. La culture ne doit pas se suffire de la consommation du produit en soi par nous-même, mais, lui donner une dimension pour que d'autres se penchent sur nous, nos particularités et notre apport à l'humanité", a-t-il soutenu. Quant au choix de la fiction, elle est, a-t-il dit "une façon de mettre des émotions aptes à interpeller le lecteur pour comprendre et res-

sentir la route et le destin particulier du poète", précisant que "l'approche biographique dans ce roman n'est qu'un repère, pour illustrer les circonstances et les conditions humaines qui donnent naissance au poème". Auteur d'un film sur le poète, il ajoutera, que "l'approche cinématographique est différente du roman", estimant à ce propos, qu'"un film en kabyle est une forme d'expression déjà localisée et affectée à un groupe social donné quels que soient les sous-titres apportés, d'où l'urgence d'écrire cette fiction qui permet, également, une part de rêverie et d'imagination créatrice".

Au sujet du film, dont le tournage est achevé, M. Mouzaoui a indiqué qu'il reste à "effectuer quelques retouches techniques concernant les couleurs et les mixages de son et il sera mis sur le marché", soulignant que cela est tributaire "de la réouverture des voies de communication", la réalisation se faisant en Europe. Edité aux éditions Frantz Fanon, l'opus de 230 pages, rappelle, à travers l'une des figures les plus époustouflantes de la littérature amazigh, en l'occurrence, Si-Mohand Ou Mhand, "La rencontre tragique entre passion, tradition, poésie, errance et révolte".

ÉDITIONS "EL DJAZAÏR TAQRAA"

Lancement d'un salon virtuel du livre



du Salon international du livre d'Alger (Sila) et soutenir le sec-

teur du livre. D'autres maison d'éditions à l'image de "Barzakh",

Le court-métrage turc *Dark* de la réalisatrice Bridgit Letsdeit a remporté le portail d'or de la septième édition du Festival virtuel portail numérique du court-métrage d'Annaba d'octobre 2020, a indiqué le responsable communication de cette manifestation, Slimane Farès. Le deuxième prix, celui du portail en argent de ce festival virtuel a été décerné au film iranien *The Kits'* de Seyed Bayan Hosseini, tandis que le prix du portail en bronze a été décroché par le court-métrage algérien *La feuille blanche* de Mohamed Nadjib El-Amrani. Par ailleurs, un autre film algérien *So Be It* de Youcef Mahsas, s'est vu attribuer le Grand prix du public du Festival virtuel du court-métrage international, tandis que les encourage-

ments de cette édition sont revenus au film *Nisaalt'* d'Ahmed El-kassabi et Ali El-Bimani du sultanat d'Oman, ainsi qu'au film palestinien *l'Etranger* de la réalisatrice Nathalie Joubih. Quant au prix du jury, il a été décerné au film *With Thy Spirit* de Karim Rahbani du Liban et au film *Tarik cheb'* d'Ahmed El-Sabri du Sultanat d'Oman. La septième édition du Festival virtuel portail numérique du court-métrage a vu la participation de 34 films représentant 14 pays, selon le responsable de la communication du festival, qui a rappelé que cette manifestation organisée mensuellement suscite l'adhésion des passionnés du septième art avec des œuvres cinématographiques dans le domaine du court-métrage.



VILLE MEXICAINE GUADALAJARA

"Capitale mondiale du livre 2022"

La ville de Guadalajara au Mexique a été désignée "capitale mondiale du livre" pour l'année 2022, un titre accordé à une ville chaque année par l'Unesco en reconnaissance à son engagement dans la promotion des livres et l'incitation à la lecture, indique l'agence onusienne dans un communiqué.

Sur recommandation du Comité consultatif, organe opérant sous l'égide de l'Unesco, Guadalajara a été choisie pour son "projet stratégique" autour du livre, considéré comme un "moyen de stimuler le progrès social, de combattre la violence et de construire une culture de la paix pour ses citoyens". Basé sur trois axes stratégiques, le programme proposé par Guadalajara inclut notamment la "reconquête des espaces publics" grâce à des ateliers de lecture dans les parcs et autres lieux disponibles, le lien et la cohésion sociale et le renforcement de l'identité des quartiers grâce aux liens intergénérationnels, aux contes et à la poésie urbaine. La ville s'engage à mobiliser tous ses espaces dédiés au livre et à la lecture



publique comme les bibliothèques, les librairies et les maisons d'édition indépendantes dans le but de "contribuer à améliorer les politiques de prévention contre la violence".

Ces espaces seront ouverts aux citoyens qui auront accès au livre, considéré comme un "élément clé" de la transformation sociale. Les festivités inscrites dans le cadre "Guadalajara, capitale mondiale du livre 2022" débiteront le 23 avril 2022, à l'occasion de la Journée mon-

diale du livre et du droit d'auteur.

Une série d'événements mettant en exergue la littérature, au théâtre, à la musique et à la poésie font partie du programme de cette manifestation qui célébrera des écrivains latino-américains.

Depuis 2001, 22 villes dont Alexandrie (Égypte), Athènes (Grèce) et Sharjah (Émirats arabes unis) ont été couronnées du titre "Capitale mondiale du livre".

Le Comité consultatif de la capitale

mondiale du livre est composé des représentants de l'Union internationale des éditeurs (UIE), de la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et d'institutions (Ifla), de l'Union internationale des auteurs (Ifa) et de l'Unesco.

LIBRAIRES FRANÇAIS

Limiter la casse avec les commandes en ligne

Les librairies indépendantes ont dû fermer leurs portes en France le 30 octobre dans le cadre des mesures sanitaires imposées par le gouvernement pour lutter contre la pandémie de Covid-19. Elles sont considérées comme des "commerces non essentiels". Pour tenir financièrement et donner un accès à leurs fonds, les libraires ont imaginé des stratégies comme le "cliclé retiré", inspiré du click and collect mis en place dans d'autres commerces. Le client passe la commande en ligne ou par téléphone et vient retirer en librairie son achat. Quelques clients patientent sagement sous le froid soleil hivernal devant la porte de la librairie Comme un roman, dans le quartier historique du Marais dans le centre historique de Paris.

Fermée totalement au printemps dernier lors du premier confinement, la librairie a mis en place dès mardi un procédé de "cliclé retiré".

Pour Karine Henry, la directrice de Comme un roman, ce système n'est pas très rentable, mais permet quand même une rentrée d'argent.

Pour les personnes qui ne peuvent ou ne souhaitent pas se déplacer, le gouvernement a annoncé la semaine passée qu'il allait prendre en charge les frais d'envoi des livres commandés auprès des librairies indépendantes pendant la durée du confinement, afin d'aider ces dernières à poursuivre leur activité à travers la vente en ligne. Elles bénéficieront de frais de port très bas : Ce dispositif permettra aux libraires de ne facturer à leurs clients

que les frais de port au tarif minimum légal, soit 0,01 euro.

L'interdiction de ventes de livres dans les librairies indépendantes en raison de leur caractère de "commerce non essentiel" a suscité un vif débat en France, les libraires ayant particulièrement souffert de la concurrence des plateformes en ligne, qui offrent des tarifs d'expédition extrêmement bas, pendant le premier confinement au printemps. Certains maires ont pris des arrêtés pour autoriser les librairies à ouvrir ; des pétitions ont été lancées et des organisations professionnelles et écrivains sont montés au créneau, comme Philippe Claudel, membre de l'Académie Goncourt, qui a invité les libraires à désobéir.

NOUVEL ALBUM DE STROMAE

L'artiste belge ne donne pas de date

Voilà une nouvelle qui pourrait nous apporter un peu de baume au cœur. Interviewé dans *Libération* aux côtés de ses complices Coralie Barbier et Luc Junior Tam dans le cadre de leur label pluridisciplinaire Mosaert, Stromae s'est un peu confié sur ses projets musicaux.

En plus d'avoir assuré ne pas avoir mis un terme à la musique, l'artiste belge a révélé plancher sur un nouvel

album, à une date indéfinie.

"Je n'ai jamais vraiment arrêté sauf à une période où je n'étais vraiment pas bien, explique Paul Van Haver, de son vrai nom. J'en fais tous les jours, je travaille avec et pour d'autres... Un album arrivera à un moment donné mais je n'ai pas vraiment de date. S'être diversifié, ne pas avoir l'attention focalisée sur le projet Stromae, ça fait du bien." Un nouvel

album de l'artiste serait un véritable événement car depuis 2013 et *Racine Carrée*, Stromae n'a plus sorti de projets musicaux en solo. En 2018, il avait toutefois dévoilé un titre inédit de près de neuf minutes, composé comme bande originale d'un défilé de sa marque Mosaert. L'artiste a confié avoir vécu un "burn-out", ainsi qu'une réaction violente à un traitement antipaludique lors d'une tournée.

"LA FAMILLE ADDAMS" Le film adapté en série par Tim Burton

La Famille Addams va faire son grand retour sur nos écrans et c'est Tim Burton qui est derrière le projet. Le scénariste américain prévoit de créer une nouvelle série axée sur le célèbre clan macabre.

L'histoire se déroulera à notre époque et sera racontée du point de vue de Mercredi devenue adulte. L'objectif est de "montrer à quoi le monde de 2020 ressemblerait pour elle", affirme Deadline, jeudi 22 octobre.

La nouvelle série sera produite par MGM Television, Tim Burton serait en pleines négociations pour être le producteur exécutif du projet et pour peut-être diriger tous les épisodes de la série, explique Deadline. Les producteurs de la série "Smallville", Alfred Gough et Miles Millar seront les scénaristes de la série et seront également showrunners ainsi que producteurs exécutifs aux côtés de Tim Burton.

La Famille Addams a été créée par le dessinateur américain Charles Addams, en 1938. Les histoires qui mettaient en scène Morticia, Gomez ou encore mercredi étaient publiées dans le magazine *The New Yorker*. La bande dessinée a fait l'objet de plusieurs adaptations audiovisuelles et apparaît pour la première fois à la télévision sur ABC en 1964.

La famille se retrouve dans plusieurs longs-métrages en 1991, en 1993 et à nouveau dans une série, *La Nouvelle Famille Addams*, en 1998.

SIKDA, PALAIS MERIEM-AZZA

Une vaste opération de réhabilitation prévue

Le directeur local de la Culture, Abdelaziz Boudjelaba, a annoncé, dimanche 25 octobre que le palais Meriem Azza de la ville de Skikda fera "prochainement" l'objet d'une vaste opération de réhabilitation.

PAR BOUZIANE MEHDI

L'opération de consolidation concernera essentiellement la consolidation de cet édifice historique. Dans une déclaration à l'APS Abdelaziz Boudjelaba précisera que cette "opération permettra la préservation de ce monument historique considéré une des merveilles architecturales de Skikda, à l'image de l'hôtel de ville, la gare, la bâtisse de la poste centrale et la Banque centrale". Selon le même responsable, l'opération vient s'ajouter à celle lancée en 2015 portant sur des "travaux d'urgence" de renforcement de l'étanchéité suite aux infiltrations de pluies qui ont abîmé une grande partie du palais et il a souligné que cette "action a permis de préserver la valeur architecturale et artistique de ce monument emblématique et a révélé qu'après l'achèvement des travaux de ces réhabilitations, la future fonction de ce monument historique sera déterminée". Plusieurs associations locales ont, dans ce contexte, proposé de convertir le palais Meriem-Azza, appelé égale-



ment palais de Ben Gana, du nom d'un des anciens propriétaires de ce chef d'œuvre, une fois les travaux de réhabilitation achevés, en une maison d'artiste devant accueillir les œuvres d'art des artistes de Skikda et d'autres wilayas tout en leur offrant un espace de rencontre et d'inspiration, a ajouté le même responsable, rappelant que le grand penseur algérien, Malek Bennabi s'asseyait souvent dans le jardin du palais Ben-Gana pour méditer et rédiger certains de ses ouvrages. Figurant parmi les importants monuments historiques de cette région côtière, le palais Meriem Azza est en mesure de captiver un nombre impressionnant de touristes locaux et étrangers qui ne peuvent que s'émerveiller face à sa beauté agrémentée par des infimes détails décoratifs et de construction, a affirmé le directeur local de la Culture, rappelant que le palais de Meriem-Azza, construit en 1913 par l'architecte Charles Montaland, à la demande de Paul Cuttoli, alors maire de la commune de Skikda, occupe un site très boisé qui surplombe le versant marin de la cor-

niche de Stora avec une vue panoramique sur l'une des plus belles plages de l'antique Rusicada. L'architecte Montaland avait réalisé un chef d'œuvre décliné dans un style architectural andalou mauresque hautement raffiné où s'entremêlent et s'épousent les sculptures, les dessins, les calligraphies offrant à la vue une oeuvre captivante, a fait savoir le même responsable, ajoutant que Paul Cuttoli avait fait construire ce palais "joyau" en guise de cadeau à son épouse, Marie, d'où l'appellation palais de Meriem qui est l'équivalent arabe de Marie qui y accueillait ses hôtes de marque, avant d'être vendu à un autre propriétaire Ben-Gana, un riche, issu de la wilaya de Biskra. Le monument a été classé en 1981, patrimoine national et au cours de la même année, les services de la wilaya avaient entamé des travaux de restauration dans ce palais, a rappelé l'APS, soulignant que jusqu'à récemment, le palais Meriem-Azza servait de résidence d'hôte pour les visiteurs les plus distingués de la wilaya.

B. M.

SOUK-AHRAS, PROMOTION DE LA FEMME RURALE

Adoption d'une stratégie gouvernementale

Le directeur général des forêts, Ali Mahmoudi, a affirmé, jeudi 15 octobre à Souk-Ahras, que la stratégie gouvernementale de l'Algérie s'appuyait sur un programme cohérent et intégré entre les secteurs ministériels pour garantir l'insertion et la promotion du rôle de la femme rurale. Présidant une manifestation pour la célébration de la Journée internationale de la femme rurale (15 octobre), tenue au siège de la Chambre locale d'agriculture, en tant que représentant du ministre de l'Agriculture et du Développement rural et en présence des autorités de la wilaya et de plusieurs associations et coopératives agricoles, M. Mahmoudi a précisé que "plusieurs acteurs de la société civile et des associations étaient partie prenante de cette stratégie". Organisée sous le thème "Rôle de la femme rurale face aux crises : assurer la sécurité alimentaire" et sous la supervision de l'association nationale Femme et Développement rural, en coordination avec la chambre d'agriculture de la wilaya et la direction des services agricoles, cette mani-

festation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour la promotion de la femme, aussi bien que la sensibilisation, l'information, l'orientation, le renforcement des capacités de la formation, l'accompagnement dans la conception des projets et la commercialisation du produit. Il a appelé, à cette occasion, à encourager les femmes vivant dans ce milieu à travailler sous forme de coopératives devant accroître leur rendement et leur faciliter de bénéficier des matières premières, des services et de la commercialisation, avec le soutien permanent de l'État. La participation de la femme rurale dans les programmes du secteur des forêts fait partie de ses missions ayant trait à la préservation et l'exploitation durable des ressources naturelles et l'amélioration des conditions de vie de la population à travers la création d'activités génératrices d'emplois et de richesses. Le même intervenant a salué les efforts des agriculteurs qui ont continué à exercer leur activité en dépit du contexte sanitaire

dû au nouveau coronavirus et contribué à satisfaire les besoins des citoyens en termes de produits agricoles et d'approvisionnement incessant du marché. Pour sa part, la présidente de l'association nationale Femme et Développement rural, Amel Adouani, a indiqué que les femmes rurales jouent un rôle d'une grande importance dans l'augmentation de la production agricole à travers le développement de l'agriculture familiale et ce, en dépit du caractère géographique et des conditions rurales rudes. Elle a appelé à intégrer la femme dans l'action coopérative à même de leur faciliter de bénéficier des mécanismes de soutien disponibles par l'État. Les participants à cette manifestation ont sillonné les différents pavillons de l'exposition organisée à cette occasion, où sont étalés plusieurs produits de la femme rurale comme le safran, la figue de barbarie et ses dérivés, les plantes aromatiques, les produits laitiers, ainsi qu'un pavillon consacré au dispositif d'aide à l'emploi des jeunes, agences bancaires et instituts de soutien technique.

APS

ADRAR

Départ d'une caravane médicale de la Protection civile

Une caravane médicale de solidarité s'est ébranlée, lundi 26 octobre de la wilaya déléguée de Timimoun pour assurer des consultations aux populations des zones enclavées dans le Gourara. Inscrite au titre du programme national de la direction générale de la Protection civile ciblant les zones d'ombre de six wilayas des Hauts plateaux, du Sud et Grand Sud, l'opération porte, à Timimoun, sur l'organisation de consultations médicales assurées gracieusement par des praticiens spécialistes pour la prise en charge médicale des populations des zones reculées, a expliqué le sous-directeur des statistiques et de l'information à la DGPC, le colonel Farouk Achour.

La région d'Amguiden, à l'extrême Nord de Timimoun aux limites territoriales avec la wilaya déléguée d'El-Menea, est la première halte de cette caravane médicale où des consultations sont assurées à des malades issus de différentes catégories de la société et des médicaments remis aux malades nécessiteux.

Pour le colonel Achour, cette action de solidarité n'est pas nouvelle mais fait partie de programmes de la DGPC lancés depuis plusieurs années au profit des différentes régions défavorisées du pays, notamment celles du Sud, en vue de rapprocher les prestations médicales des populations et leur épargner les déplacements vers des structures sanitaires éloignées.

La caravane médicale de solidarité poursuivra son périple à travers d'autres zones enclavées des communes de la wilaya déléguée de Timimoun, avant de rallier d'autres wilayas du Grand Sud, à l'instar de Tindouf, Béchar, Tamanrasset et Illizi.

CONSTANTINE

Signature de 20 accords de partenariat au Salon du bâtiment

20 accords de partenariat ont été signés entre opérateurs locaux en marge de la 3^e édition du salon du bâtiment et travaux publics de l'est du pays, clôturé dimanche 25 octobre à Constantine.

Tenue pendant 5 jours du complexe culturel Ahmed-Bey, cette manifestation économique a donné lieu à la signature de 20 conventions de partenariat entre des opérateurs locaux du BTP pour des approvisionnements en matériaux (ciment, rond à béton, graisses, céramique, produits plastiques du bâtiment) ou pour l'ouverture d'antennes d'entreprises à Constantine.

Le salon organisé par l'entreprise privée Sun-Flower a enregistré un chiffre record de visiteurs avec 7.000 personnes, a relevé la même source qui a mis l'accent sur l'importance de la manifestation pour la présentation et la promotion des produits locaux devenus compétitifs aux produits étrangers.

En dépit de la conjoncture sanitaire exceptionnelle due à l'épidémie du Covid-19, cette édition a attiré pas moins de 84 opérateurs publics et privés producteurs de matériaux, d'équipements et d'engins pour les intervenants du secteur du BTP.

APS

RATIONALISATION DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES

Rigueur et parcimonie dans les dépenses des finances publiques

Avec la nouvelle législation et la loi de finances 2021, les pouvoirs publics envisagent de réguler les dépenses et éviter tout gâchis financier, notamment en ces temps de crise multidimensionnelle sanitaire, économique et financière mettant en péril les entreprises publiques et privées.

PAR RIAD EL HADI

Le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, a affirmé que le Projet de loi de finances (PLF-2021) œuvrera à "la rationalisation de l'exploitation des ressources budgétaires et l'élargissement de l'assiette fiscale" en renforçant les garanties octroyées aux contribuables afin de relancer l'économie nationale".

Le PLF 2021 œuvrera à lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, ainsi que la surfacturation et ce, à travers "la création d'un système de veille fiscale pour la lutte contre la fraude et l'évasion dans le souci de protéger l'économie nationale", a fait savoir Benabderrahmane lors de la présentation du PLF 2021 devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans une plénière présidée par le président de l'APN, Slimane Chenine. Pour le ministre des Finances, ce projet vise également à alléger la pression fiscale sur les entreprises lésées, ajoutant qu'il œuvrera à la relance des activités des sociétés et opérateurs économiques, notamment ceux touchés par la crise sanitaire, permettant de contribuer à la relance économique.

Il a plaidé, en outre, pour la "promotion des exportations loin de toute distinction entre les opérateurs économiques afin de réduire la dépendance économique aux recettes des hydrocarbures".

Soulignant, dans ce sens, "l'élaboration d'une série



d'exonérations destinées aux startups et aux incubateurs afin de réunir les meilleures conditions de concurrence", Benabderrahmane a affirmé que ces mesures constituaient "un catalyseur" pour l'économie nationale, car permettant de créer de l'emploi et drainer les devises au profit du Trésor public. Entre autres avantages fiscaux octroyés aux start-up et aux incubateurs, figure l'exonération, pour une durée de 5 ans, de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) et de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS). Quant à la deuxième catégorie, elle sera exonérée de l'impôt sur le revenu global (IRG) pour une durée de 2 années.

Les startups devront être exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et soumises au taux de 5 % des droits de douanes concernant les équipements acquis par ces entreprises, entrant directement dans la réalisation de leurs projets d'investissement, a soutenu le ministre, ajoutant que ces exonérations permettront l'émergence de petites entreprises devant renforcer le tissu industriel du pays.

Entre autres facilitations, la prolongation de la réduction de l'impôt sur les

bénéfices des sociétés (IBS), au profit de sociétés dont les actions sont en circulation en Bourse, pour une période de 3 ans en vue d'encourager les entreprises à recourir aux marchés des titres pour couvrir leur besoin", outre l'introduction des mesures de soutien aux sociétés en difficultés financières, notamment à travers la prorogation des délais de paiement des impôts de 3 à 5 ans.

Le projet propose également l'annulation des amendes de recouvrement pour toutes les sociétés qui s'acquittent des droits fiscaux en une seule tranche avant le 31 décembre 2021 avec création de mécanismes de renforcement des garanties des chargés de l'impôt en ce qui concerne les vérifications fiscales, a ajouté le ministre.

Le texte prévoit aussi l'extension de l'octroi de la franchise de l'impôt sur l'IRG et de la TAP aux personnes morales qui effectuent des opérations d'exportation génératrices de la devise, à l'instar des privilèges accordés aux personnes physiques.

Il y a, en outre, une mesure qui vise à promouvoir les produits artisanaux au moyen de l'exemption de la taxe sur la

TVA appliquée sur les bijoux traditionnels destinés à l'exportation ainsi que des taxes douanières et de la TVA pour les opérations d'importation des graines de soja pour la production de l'huile raffinée ordinaire, avec obligation pour les importateurs et raffineurs de sucre roux et de l'huile de soja brute à investir dans la production des produits bruts (graines de soja) durant les 24 mois à compter de la promulgation de la loi de finances sous peine de perte des avantages d'indemnisation et des franchises douanières et fiscales à l'importation.

Le ministre des Finances a souligné que ce "projet de loi propose également l'exemption des entreprises publiques économiques à caractère industriel et commercial relevant du secteur économique de l'Armée nationale populaire de la TVA et des droits de douanes à l'importation des kits CKD et SKD" destinés à la production et au montage automobile.

R. E.

NORWEGIAN AIR Risque de cessation des opérations au 1er trimestre 2021

Lourdement endettée, la compagnie Norwegian Air pourrait être obligée de cesser ses opérations au premier trimestre 2021 à moins d'obtenir un nouveau financement pour surmonter la crise du coronavirus, a-t-elle indiqué mardi lors de la publication de ses résultats du 3^e trimestre.

La compagnie aérienne à bas coût, dont l'expansion rapide l'a fortement endettée, disposait à fin septembre d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 3,4 milliards de couronnes, contre 4,98 milliards de couronnes à fin juin.

"Norwegian a besoin de nouveaux capitaux pour continuer à opérer lors du premier trimestre 2021 et au-delà", a déclaré le transporteur aérien. Lundi, le gouvernement norvégien a rejeté la demande d'aide supplémentaire qui avait été faite par la compagnie, dont le cours a chuté de 99 % en Bourse depuis janvier, jugeant un financement public trop risqué. Norwegian Air a annoncé la suppression de 1.600 postes supplémentaires, laissant en activité seulement 600 des 10.000 postes existants avant la crise du coronavirus. Elle n'opérera que 12 destinations, toutes nationales.

Selon une information du site d'actualité économique E24 citant des sources anonymes, la compagnie avait réclamé une aide financière publique allant de 4 à 5 milliards de couronnes.

R. E.

CRÉATION DE NOUVELLES ENTREPRISES

L'année 2020 fertile en matière d'entrepreneuriat

Les "opérations d'immatriculation et de création de nouvelles entreprises au Registre du commerce ont atteint plus de 107.000 au cours des 9 premiers mois de l'année en cours", a indiqué un communiqué du ministère du Commerce.

"Les opérations d'inscription au Registre du commerce, ainsi que les opérations de modification et de radiation qui ont été recensées au cours des neuf premiers mois de 2020, ont été estimées à 241.892 opérations, dont 107.967 immatriculations et

création de nouvelles entreprises, dont 97.080 personnes physiques et 10.887 personnes morales", précise le communiqué. Concernant la comparaison des immatriculations au registre du commerce au cours des neuf premiers mois des deux années 2019 et 2020, l'immatriculation en 2019 était de 85.329, alors qu'elle avait atteint 97.080 l'année en cours, soit une augmentation de 13,77 %.

En ce qui concerne les personnes morales, le nombre de personnes inscrites est passé de 11.671 en 2019 à

10.887 en 2020, soit une baisse de 6,72 %.

Par ailleurs, le ministère a indiqué que les opérations de modification pour la même période s'élevaient à 83.170 modifications pour diverses raisons, et étaient notamment réalisés par des personnes physiques.

Quant à la radiation du registre du commerce, elle a été estimée à 50.753 opérations, dont 91 % effectuées par des personnes physiques et 9 % par des personnes morales.

R. E.

MOZAMBIQUE

Une cinquantaine de personnes décapitées par des terroristes

Plus de 2.000 personnes ont été tuées depuis le début de l'insurrection en 2017, tandis que quelque 400.000 ont dû se déplacer en raison du conflit, dont 10.000 ont fui vers la capitale provinciale Pemba au cours de la semaine dernière.

Dans des villages au Mozambique, des islamistes liés à Daech ont décapité plus de 50 personnes, découpé les corps des victimes et kidnappé des femmes. Ils ont procédé à des pillages pour s'approvisionner, incendié des habitations et se sont enfuis. Les islamistes ont "décapité leurs victimes avant de démembrer les corps lors d'un assaut barbare au Mozambique", a annoncé la police. Les restes d'au moins 15 jeunes hommes, qui participaient à une cérémonie d'initiation masculine, ont été retrouvés parmi les morts. L'attaque



est survenue au village de Muatide. "La police a appris le massacre commis via des rapports de personnes ayant trouvé des cadavres dans les bois", a déclaré un porte-parole de la police dans le district de Mueda. Les terroristes auraient pris d'assaut au cours du week-end plusieurs villages dans la province riche en gaz du nord-est de Cabo Delgado. Ils les ont

pillés pour s'approvisionner avant d'incendier des maisons et de disparaître dans les forêts, kidnappant des femmes et tuant quiconque résistait. Ce dernier massacre s'inscrit dans une vague de violence djihadiste qui s'aggrave dans ce pays est-africain. Lors d'une attaque en avril, 50 jeunes ont été massacrés et décapités, apparemment pour ne pas avoir rejoint les

islamistes, qui cherchent à établir leur califat. 9 personnes ont également été décapitées à Cabo Delgado au début de ce mois. Plus de 2.000 personnes ont été tuées depuis le début de l'insurrection en 2017, tandis que quelque 400.000 ont dû se déplacer en raison du conflit, dont 10.000 ont fui vers la capitale provinciale Pemba au cours de la semaine dernière.

Le gouvernement mozambicain a demandé une assistance internationale pour aider à lutter contre l'insurrection, bien que les groupes de défense des droits humains aient accusé les forces gouvernementales de crimes, notamment de torture et d'exécutions sommaires.

Cette nouvelle attaque intervient au milieu des inquiétudes croissantes en Europe et en Afrique sur la résurgence de l'islamisme violent, comme avec les attentats en France et en Autriche.

ÉTHIOPIE

Le conflit fait fuir le pays à plus de 2.500 personnes

Cela fait une semaine que les combats font rage en Éthiopie dans la région du Tigré. Addis-Abeba affirme que l'armée a repris le contrôle de positions stratégiques tenues par les forces tigréennes. L'une des craintes dans ce conflit est de risque de répercussions dans les pays voisins. Depuis lundi, les réfugiés continuent d'affluer à la frontière soudanaise.

Il est toujours difficile d'y voir clair sur ce qui se trame exactement à la frontière éthiopienne. Selon des sources humanitaires sur place, on dénombre environ 2 500 réfugiés qui auraient franchi la frontière soudanaise à différents endroits. Parmi eux, on retrouverait des civils tigréens, qui fuient les combats, mais aussi des civils amharas, une autre ethnie éthiopienne, ainsi que quelques soldats de l'armée régulière. Après avoir été débordée, l'armée soudanaise, déployée à la frontière, reprend peu à peu le contrôle. Elle affirme réguler les flux. Mardi matin, les réfugiés arrivaient toujours, mais cette fois au goutte-à-goutte, par petits groupes. Selon les ONG, il est urgent de déployer des opérations humanitaires dans la localité d'el-Fashag où les conditions pourraient se dégrader dans les heures qui viennent. À Khartoum, le gouvernement soudanais craint que la situation devienne incontrôlable. Le Premier ministre Abdalla Hamdok aurait appelé à quatre reprises son homologue éthiopien pour proposer sa médiation dans le conflit. Mais Abiy Ahmed reste sourd aux appels à la désescalade.

Agences

PÉROU

Le Président Martin Vizcarra destitué par le Parlement

La motion pour déposer le chef de l'État a recueilli davantage de votes que les 87 nécessaires, avec 105 voix pour, 19 contre et 4 abstentions. Moins de deux mois après une première tentative, le Parlement péruvien a voté lundi la destitution du populaire président de la République, Martin Vizcarra, pour "incapacité morale, sur fond d'accusation de pots-de-vin présumés qu'il aurait reçus en tant que gouverneur en 2014".

Vu par la population comme le héros de la lutte contre la corruption, Martin Vizcarra, qui s'est retrouvé à la tête du pays après la démission en 2018 de

son prédécesseur, Pedro Pablo Kuczynski dont il était le vice-Président, n'était en revanche membre d'aucun parti politique et ne disposait d'aucun soutien du côté des législateurs.

La motion pour déposer le chef de l'État a recueilli davantage de votes que les 87 nécessaires, avec 105 voix pour, 19 contre et 4 abstentions. "La résolution déclarant la vacance de la présidence de la République a été approuvée", a déclaré à l'issue du vote le président du Parlement, Manuel Merino, qui va désormais prendre les rênes du gouvernement jusqu'à la fin

du mandat de Martin Vizcarra, le 28 juillet 2021.

Le président du Parlement prendra la direction du Pérou à l'issue de la prochaine session du Parlement, prévue ce mardi. Il s'agissait de la seconde tentative de destitution de Martin Vizcarra, après un premier vote le 18 septembre dernier.

Plusieurs appels à manifester ont fleuri sur les réseaux sociaux, dans la foulée de la destitution, et plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées dans la soirée à Lima, frappant sur des casseroles pour dénoncer le vote du Parlement.

BRÉSIL

La victoire de Biden, une défaite pour Bolsonaro

Le Président brésilien Jair Bolsonaro, qui n'a toujours pas félicité Joe Biden de son élection à la présidence des États-Unis, a averti mardi ce dernier que le Brésil n'avait pas l'intention de subir des pressions sur l'Amazonie.

"Il y a quelque temps nous avons vu un grand candidat à la fonction de chef d'État dire que, si je ne mettais pas fin aux incendies en Amazonie, il imposerait des barrières commerciales au Brésil", a dit Bolsonaro sans nommer son futur homologue américain.

"Comment pouvons-nous faire face à cela ? La seule diplomatie ne suffit pas", a-t-il poursuivi dans un discours assez confus au palais présidentiel à Brasília, rejetant par avance toute

pression de la future administration américaine sur l'Amazonie, où les gigantesques incendies l'an dernier ont attiré au Brésil un concert de critiques internationales.

Le Président brésilien Jair Bolsonaro, souvent surnommé le "Trump des tropiques", se retrouve isolé après avoir soutenu jusqu'au bout le Président sortant. Le mutisme de Jair Bolsonaro, l'un des rares dirigeants d'un grand pays à n'avoir toujours pas réagi à l'élection de Joe Biden, est éloquent. L'ascension du dirigeant d'extrême droite, qui est arrivé au pouvoir en janvier 2019 et espère être réélu en 2022, a été calquée sur celle de son modèle Donald Trump.

Même s'il était déjà député depuis une

trentaine d'années, alors que son homologue américain était néophyte en politique, Jair Bolsonaro a fait comme lui un usage intempestif des réseaux sociaux, avec un style provocateur et de nombreux dérapages. De quoi séduire un électorat conservateur souhaitant un retour de l'ordre moral dans un pays miné par la corruption. Le départ de Trump va faire de Bolsonaro la face la plus visible de la nouvelle droite dure qui a gagné du terrain ces dernières années dans le monde. Et même si Bolsonaro décide d'ignorer les critiques de Biden, de nombreux secteurs économiques au Brésil pourraient en payer le prix.

Agences

QUALIFICATIONS CAN-2021, ALGÉRIE-ZIMBABWE

Les Verts veulent sceller leur qualification avant terme

La sélection algérienne de football va retrouver l'ambiance des matchs officiels à l'occasion de la confrontation face au Zimbabwe, prévue ce soir au stade du 5-Juillet, un match comptant pour la 3e journée des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations, CAN-2021.

PAR MOURAD SALHI

L'attente aura été longue pour les coéquipiers de Mahrez qui vont ainsi défendre leur titre continental décroché lors de la Can-2019 en Égypte. Après avoir entamé magistralement la campagne qualificative en novembre 2019 en s'imposant d'abord largement à Blida face à la Zambie (5-0), avant d'aller battre le Botswana à Gaborone (1-0), les Verts ne jurent plus que par la passe de trois. Avant d'affronter les Zimbabweans, les coéquipiers de Baghdad Bounedjah restaient sur 2 matchs amicaux disputés en octobre dernier, face au Nigeria en Autriche (1-0) et au Mexique (2-2) aux Pays-Bas. Deux bons résultats qui ont renforcé la confiance des joueurs en prévision de ce tournant très important de la compétition. Ayant réussi, donc, leur retour à la compétition après une interruption forcée de 11 mois due à la pandémie sanitaire, la formation algérienne sera, cette fois-ci, face à un sérieux client qui constitue l'un des concurrents directs pour la qualification à la prochaine édition de la CAN-2022 au Cameroun. L'objectif des Verts est, désormais, de sceller leur qualification pour la phase finale de la CAN-2021



avant terme. Les Verts, invaincus depuis 20 matchs, sont déterminés à battre le record d'invincibilité sur le plan africain, détenu par l'Égypte avec 24 matchs. La dernière défaite de la sélection nationale remonte au 16 octobre 2018 à Cotonou face au Bénin (1-0), dans le cadre des qualifications de la Can-2019.

La double confrontation face au

Zimbabwe sera une belle opportunité pour l'Algérie de revenir à deux matchs du record égyptien. Belmadi a insisté sur le travail de motivation effectué après le succès à la Can-2019.

"Les joueurs ont envie d'aller battre le record des Égyptiens. Des petites choses comme ça sont importantes. Ce n'est peut-être pas la plus importante des motivations, mais c'est très inté-

ressant. Nous avons eu une discussion très franche, une sorte de deal. Tout le monde a envie d'aller loin et de ne pas se contenter de ce qui a été déjà réalisé", a confirmé Djamel Belmadi.

Le Zimbabwe, l'adversaire du jour des Verts, est à prendre au sérieux. Conscient de l'importance de l'emporter à domicile, Belmadi appelle ses capés à se concentrer exclusivement sur cette explication à ne pas rater. Ils devront, pour ce faire, redoubler de rigueur et de maîtrise afin de passer l'écueil zimbabwéen. L'équipe du Zimbabwe occupe la 2^e place au classement du groupe H, avec un total de 4 points, soit à 2 unités seulement de la sélection algérienne.

Djamel Belmadi a fait appel à 24 joueurs, une liste jugée assez cohérente par les observateurs. Sur l'ensemble des 24 joueurs retenus pour les deux rendez-vous face au Zimbabwe, 18 ont été sacrés champions d'Afrique en Égypte.

M. S.

Marshall Munetsi forfait à son tour pour le match de ce soir

Le milieu offensif international zimbabwéen du Stade de Reims (Ligue 1 française) Marshall Munetsi, blessé, a déclaré forfait pour la double confrontation face à l'Algérie, les 12 et 16 novembre dans le cadre des 3^e et 4^e journées des qualifications de la Can-2021, a rapporté la presse zimbabwéenne.

Le joueur de 24 ans s'est blessé lors du match nul décroché par son club dimanche en déplacement face au RC Lens (4-4), dans le cadre de la 10^e journée du Championnat. *"L'indisponibilité de Munetsi sera un coup dur pour l'entraîneur Zdravko Logarusic, qui aurait évidemment prévu d'utiliser le milieu de terrain contre l'Algérie pour l'animation offen-*

sive", a indiqué le site spécialisé Soccer24.zw. Il s'agit du 4^e forfait chez l'équipe du Zimbabwe, après le gardien de but Mkuruva Tatenda (Michigan Stars, États-Unis), le défenseur Jirira Tendai (Detroit City, États-Unis) et le milieu de terrain Ncube Butholezwe (AmaZulu, Afrique du Sud). Les deux premiers nommés n'ont pas pu effectuer le déplacement en raison des restrictions de voyage liées à la pandémie de coronavirus, alors que Ncube Butholezwe est blessé. En revanche, l'attaquant vedette des Warriors, Tino Kadewere, auteur d'un doublé dimanche avec l'Olympique Lyon dans le derby face à l'AS Saint-Etienne (2-1), et le milieu de terrain d'Aston Villa (Premier

League anglaise) Nakamba Marvelous ont rejoint mardi matin le camp de base de leur sélection, attendue mercredi à Alger. L'équipe nationale d'Algérie accueillera d'abord le Zimbabwe jeudi au stade olympique du 5-Juillet d'Alger à 20h, avant de se déplacer à Harare pour y affronter les Warriors lundi prochain à 16h algériennes. A la veille de la 3^e journée du groupe H, l'Algérie occupe la 1^{re} place avec 6 points, devant respectivement le Zimbabwe (4 pts) et le Botswana (1 pt), alors que la Zambie ferme la marche avec 0 point. Les deux premiers du groupe se qualifient pour la phase finale de la Can-2021, reportée à 2022 pour cause de Covid.

APS

SID-ALI AOUF, PORTE-PAROLE DU MCA, À BEUR TV :

"Le dossier Rooney est entre les mains de la justice"

Le porte-parole du MCA, Sid-Ali Aouf, s'est exprimé à nouveau sur l'affaire Rooney, révélant que le dossier de l'attaquant camerounais, Rooney Eva Wankewai a atterri sur le bureau de la justice, après avoir reçu la réponse de la Chambre nationale de résolutions de litiges (CNRL).

"Pour éclaircir les choses, ce joueur a été recruté en juillet 2019 en tant qu'international camerounais. Il a paraphé un contrat de 3 saisons. Notre équipe, rappelons-le, était à cette époque en stage en Pologne. Certains observateurs ont même confirmé que ce joueur n'a aucune relation avec le football. A notre arrivée, nous avons trouvé déjà cette affaire. Donc, pour essayer de faire vite, nous n'avons pas jugé utile de chercher les auteurs de cette affaire mais plutôt la résoudre le plus vite possible. Nous avons déposé

3 dossiers au niveau de la CNRL, en s'appuyant sur la falsification de la carte de joueur international", a indiqué le porte-parole du MC Alger, Sid-Ali Aouf, à Beur TV.

Et d'ajouter : *"Nous avons sollicité l'instance compétente du football dans cette affaire. La Fédération algérienne de football a même envoyé le dossier du joueur à Africafoot. Cette dernière avait confirmé que le nom du joueur ne figure pas dans la liste des joueurs internationaux.*

Nous avons sollicité la Ligue nationale de football, mais elle nous a fait savoir que c'est la CNRL qui va s'occuper de l'affaire de résiliation de contrat. C'est après la décision de la CNRL que nous avons décidé de recourir à la justice pour trancher l'affaire", a-t-il expliqué.

Sid-Ali Aouf confirme que la

Fédération internationale de football sera sollicitée après la réponse de la justice algérienne. Sid-Ali Aouf, qui a refusé de citer des noms et de s'étaler sur les antécédents de cette affaire, avoue que *"toute personne impliquée dans cette affaire sera entendue par la justice".* Autrement dit, les Omar Ghrib, Mohamed Hirèche, Bernard Casoni et autres anciens dirigeants.

Le porte-parole du Doyen s'est dit "étonné" de savoir que le joueur camerounais a eu son passeport dans des circonstances pareilles. *"Je me demande encore comment ce joueur a eu son passeport et comment il a quitté le territoire national. Rooney, pour que tout le monde sache, exige ses salaires jusqu'à la fin du contrat, soit 2022 à raison de 220 millions par mois", a-t-il indiqué.* Concernant le cas du joueur soudanais El Ghorbal,

que la direction du MCA n'a pas réussi à qualifier avant la clôture du délai d'enregistrement, Sid-Ali Aouf refuse de le qualifier comme étant une affaire. *"El Ghorbal ce n'est pas une affaire. Nous avons fait de notre mieux pour le qualifier, mais c'était trop tard. Nous avons proposé au joueur de retourner au CABBA, en attendant de régler l'affaire de Rooney et le récupérer lors du prochain mercato hivernal. Nous avons même demandé une dérogation à l'instance nationale de football, en attendant de résilier le contrat de Rooney, mais en vain. Le président du club Almas s'occupe actuellement de ce dossier. Il est même en contacts avec le président du CA Bordj Bou-Arreridj, Nadir Bouzenad, pour trouver la solution", a-t-il conclu.*

M. S.

L'ARNACOEUR



21h00



Alex est un « briseur de couples » professionnel. Avec sa soeur et son beau-frère, il gère une société spécialisée dans le sauvetage de femmes malheureuses en amour. Souvent à la demande de la famille, il intervient en séduisant une femme pour lui ouvrir les yeux et l'inciter à rompre. Pour cela, il use de son charme et de techniques de drague bien rodées. Un jour, son employeur lui soumet le cas de la jolie Juliette, riche héritière qui file le parfait amour avec un bel Anglais. À contrecœur, Alex, dans une situation financière compliquée, accepte finalement de s'occuper de Juliette. La partie s'annonce d'emblée compliquée, d'autant plus que la belle doit se marier dans dix jours

LA GRANDE RASS-RAH EN LIVE !



21h00



« Être en rassrah » : expression originaire de Tunisie qui signifie « être en panique ». Bref, une rassrah est une « tanasse », quelque chose que l'on subit, le contraire d'un « kiff »... mais grâce à Cyril Hanouna et à ses très nombreux chroniqueurs, une rassrah peut se transformer en grande darka ! Vous avez compris ? Non ? Ce n'est pas grave. Il faut juste savoir que tout peut arriver lors de cette soirée de caméras cachées concoctée par l'équipe de Cyril Hanouna

ENVOYÉ SPÉCIAL



21h00



Au sommaire : « Ma vie de troc ». C'est l'une des conséquences de la crise du coronavirus : le troc explose. Vêtements, électroménagers, outils, voitures, maisons, jardins... Désormais, tout s'échange ! Il y a bien sûr les plateformes dédiées au partage d'objet, mais aussi l'alimentation, avec les frigos participatifs et solidaires - « Les travailleurs de l'ombre ». Chaque année, ils récoltent une grande partie des fruits et légumes que nous retrouvons dans les rayons de nos supermarchés. Au printemps, ils arrivent par bus d'Espagne et passent plusieurs mois dans les régions agricoles, souvent dans des logements de fortune - « Beyrouth : une bombe au coeur de la ville »

THE REVENANT



21h00



Au début du XIXe siècle, dans les contrées sauvages du nord de l'Amérique, Hugh Glass, un trappeur et son fils Hawk, un Indien métis, accompagnent des colons. Le convoi est alors attaqué par des Indiens Arikaras et tente de leur échapper par les montagnes. Grièvement blessé par un ours, Glass est confié à John Fitzgerald, qui le déteste, et au jeune et innocent Jim Bridger. Fitzgerald décide alors d'assassiner le fils de Glass, et convainc Bridger d'enterrer le trappeur. Mais ce dernier, toujours en vie, est bien décidé à retrouver celui qui lui a enlevé son fils



LA SELECTION DU MIDI LIBRE

GÉOMÉTRIE DE LA MORT



21h00



Serheï réussit à identifier la victime du canot grâce à sa bague, que reconnaît une employée de l'hôtel où son bras coupé a été retrouvé ensuite : il s'agit d'une Polonaise nommée Bożena Kaczmarek. Grâce à son adjoint Bohdan, il sait que celui qui l'a enlevé et abandonné la veille, sur la plage même où la jeune femme a été mise à mort, est un marchand d'armes notoire, Kiril Matvieïenko. Mais son supérieur lui intime à mots couverts de laisser tranquille ce mafieux trop puissant. À Prague, Ota, le coéquipier de Viktor, déduit grâce au bornage téléphonique que, comme son amie assassinée, Lida a séjourné dans la villa de Milan Sova

LES HORS-LA-LOI DE LA NATURE



21h00



Cette tournée des filous de la nature nous enseignera que le succès sourit parfois à ceux qui ne respectent pas les règles. La femelle du chien de prairie, par exemple, dispose de six heures de fertilité... par année ! Elle optimise cette « fenêtre de tir » en multipliant les partenaires avec appétit et rouerie

9-1-1 : LONESTAR LE POUVOIR DE L'ORGUEIL



21h00



L'équipe intervient après qu'un accident s'est produit dans un silo à grains, où se tenait un concours du plus gros mangeur de steaks. Judd se plaint du traitement de faveur qu'Owen accorderait son fils, TK. De son côté, Marjan se sent ostracisée à la mosquée après la diffusion d'une vidéo sur laquelle on peut apercevoir ses cheveux. Owen aide Michelle dans sa recherche d'informations au sujet de la disparition de sa soeur

BALTHAZAR PARADIS PERDU



21h00



Voilà six mois que Balthazar parcourt les mers du globe pour oublier les événements tragiques qu'il a vécus. Accostant sur une île paradisiaque, il décide d'amarrer pour la nuit. Mais quelque chose tape contre la coque... Un cadavre carbonisé. Malgré ses réticences, le légiste examine le corps quand il est rejoint par Hélène, qui le cherche depuis sa disparition. Balthazar n'a pas le temps de s'expliquer : le corps est celui d'une femme assassinée sur l'île un an auparavant



Web : www.lemidi-dz.com

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard :
021.63.80.82 et 87
Rédaction : Tél-Fax : 021.63.79.16
Publicité : Tél-Fax : 021.63.79.14
publicite@lemidi-dz.com
Pour votre publicité s'adresser à
l'ANEP, 01 Avenue Pasteur, Alger
Tél. : 021.73.76.78 et 73.71.28
Bureau de Constantine :
100, rue Larbi Ben M'hidi -
Constantine - Tél/Fax : 031.64.17.53

Bureau de Annaba
24 rue Med-Khemisti
Tél. : 038.86.11.57
Bureau de Tizi-Ouzou
Cité Mohamed-Boudiaf
BT 29 A
Nouvelle-Ville T. O.

Tél-Fax : 021.93.69.29

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi libre
Est : SIE Diffusion : AMP Ouest : SIO
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : 12 rue Fouzia Moulaha
Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fajr	05:53
Dohr	12:32
Asr	15:20
Maghreb	17:44
Icha	19:05

ICONE DE L'IDENTITE SAHRAOUIE

IL Y A UNE ANNÉE S'EN ALLAIT LE POÈTE "BADI"

Il y a une année disparaissait le poète de la patrie et de l'identité sahraoui, Mohamed Mustafa Mohamed Salem, qui avait consacré la moitié de sa vie à une autre forme de résistance et à entretenir, dans les cœurs des jeunes, la flamme de sa terre occupée et de son mode de vie spolié.

Connu sous le nom de "Badi", Mohamed Mustafa Mohamed Salem a vécu dans les esprits d'une jeune génération de Sahraouis exilée par sa poésie en langue hassanya souvent réprimée comme toutes formes d'expressions culturelles du Sahara occidental occupé.

Badi qui a fui son foyer après l'annexion du Sahara occidental par le Maroc en 1975, a vécu la seconde moitié de sa vie dans les camps de réfugiés près de Tindouf en Algérie, où il se consacre à une autre forme de résistance, entretenir le souvenir de la patrie et du mode de vie des Sahraouis dans les esprits de ceux qui ne l'ont pas connu.

Né en 1936 dans la ville d'Aousserd, Badi a appris la poésie et le chant auprès des femmes de sa région. Il a voyagé en Algérie, en Libye et en Mauritanie, et il a rejoint l'armée espagnole après une sécheresse qui l'a privé de son troupeau. Après l'annonce du départ des Espagnols, il a rejoint les rangs du Front Polisario pour la libération du peuple sahraoui.

Eloigné volontairement de la poésie de la guerre, il disait vouloir "expliquer l'humanité et ce que signifie être humain par une poésie proche de la vérité, honnête vis-à-vis de ce que vous ressentez et fidèle à vous-même".



Vivre dans les camps avec des ressources limitées signifie également une publication et une diffusion restreinte de sa poésie sous forme écrite au même titre que le choix de la langue d'expression très peu connue en dehors du peuple sahraoui. Mais la poésie de Badi a survécu pendant des années par l'oralité. L'oralité c'est également une manière de déjouer la répression des autorités marocaines qui ont "harcelé des journalistes, des blogueurs, des artistes et des activistes juste pour avoir exprimé leurs opinions pacifiquement, et en ont condamné au moins cinq à des peines de prison", indique un rapport de l'organisation Amnesty international en

2019.

Le poète œuvrait durant sa vie à préserver par ses textes les pratiques, la langue et les coutumes qui sont étrangères même à sa propre fille dans une société où la poésie est omniprésente et qui a vu l'émergence d'une "poésie socialement engagée" après les bouleversements apportés par l'annexion du Sahara occidental par le Maroc et un combat pour la libération.

Mohamed Mustafa Mohamed Salem s'est éteint à l'âge de 83 ans, laissant une œuvre témoin d'un mode de vie victime d'un effacement symbolique de la nation sahraoui et de ses repères.

PRÉPARATION DU MATCH ALGÉRIE - ZIMBABWE

SID-ALI KHALDI CHEZ LES VERTS

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid-Ali Khaldi, a rendu visite à la sélection nationale au Centre technique national (CTN) de Sidi-Moussa où elle se trouvait en stage de préparation, indique la Fédération algérienne de football sur son site officiel.

Le communiqué s'attarde sur la rencontre du ministre avec le président de la Faf, Khiredine Zetchi, avec lequel il "s'est longuement entretenu", est-il noté.

Le ministre a ensuite salué le coach national, Djamel Belmadi, et son staff avant de se voir

inviter "à partager le dîner avec l'ensemble des joueurs et les membres des différents staffs de la sélection, dans une ambiance conviviale et chaleureuse", poursuit le communiqué.

La même source souligne que Sid-Ali Khaldi a tenu, dans un discours et au nom du gouvernement, à transmettre un message d'encouragement et de soutien à la sélection nationale et à la fédération, tout en rendant un vibrant hommage "à tous ceux qui ont contribué, de près ou de loin, à la consécration des

Verts à la Can-2019 en Égypte", réitérant sa "disposition, celle de son département ainsi que celle de l'État, à apporter toute l'aide nécessaire à la Fédération et au football national pour son développement et son épanouissement", rapporte le communiqué.

Pour rappel, les Verts s'apprêtent à livrer la première manche de la double confrontation, entrant dans le cadre des éliminatoires de la Can-2021, ce jeudi au stade du 5-Juillet. Le match retour se tiendra à Hararé, lundi prochain.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

28 MORTS ET 1.240 BLESSÉS EN UNE SEMAINE !

Au total, 28 personnes ont trouvé la mort et 1.240 autres ont été blessées dans 1.057 accidents de la circulation enregistrés durant la période du 1^{er} au 7 novembre à travers le pays, selon un bilan hebdomadaire rendu public mercredi par la direction générale de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Béjaïa avec 2 personnes décédées et

39 autres blessées, suite à 24 accidents de la route. Les éléments de la Protection civile ont, par ailleurs, procédé à l'extinction de 1.794 incendies urbains, industriels et autres, et à l'exécution de 6.452 opérations d'assistance à des personnes en danger et à d'autres opérations diverses.

S'agissant des activités de lutte contre la propagation du nouveau coronavirus, les unités

de la Protection civile ont effectué 448 opérations de sensibilisation à travers les 48 wilayas du pays, pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de la distanciation physique. Ils ont effectué aussi 637 opérations de désinfection générale à travers tout le pays, touchant les infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

PREMIER MINISTRE
DEPUIS L'INDÉPENDANCE
DE BAHREÏN

Décès du prince Khalifa ben Salmane Al-Khalifa

Le prince Khalifa ben Salmane Al-Khalifa, Premier ministre de Bahreïn, est décédé, aux USA, mercredi à l'âge de 84 ans, a indiqué l'agence de presse bahreïnienne BNA. Le prince est décédé à l'hôpital Mayo- Clinic aux Etats-Unis, a indiqué l'agence, ajoutant que le Bahreïn allait observer une semaine de deuil officiel. Selon BNA, les funérailles de cheikh Khalifa auront lieu après le rapatriement du corps des États-Unis et seront limitées à un nombre spécifique de proches en raison du nouveau coronavirus.

Le prince Khalifa ben Salmane Al-Khalifa occupait le poste de Premier ministre depuis l'indépendance de Bahreïn en 1971.

VACCIN IRANIEN CONTRE LE CORONAVIRUS En phase d'études animales

Le vaccin contre la Covid-19, développé par des laboratoires iraniens, fait actuellement l'objet d'études animales et entrera bientôt dans la phase d'études humaines, a indiqué le ministre iranien de la Santé et de l'Éducation médicale, Saïd Namaki. S'exprimant lors d'une réunion de la cellule de la gestion de l'épidémie de Covid à Kermanschah, tenue dans le gouvernorat de la région, le ministre a déclaré : "Bien que le virus du nouveau coronavirus soit très complexe, des progrès significatifs ont été réalisés en Iran dans le domaine de la fabrication de médicaments à base de plantes et composants chimiques. A cela s'ajoutent des avancées dans les méthodes de diagnostic", se félicite le ministre iranien de la Santé et de l'Éducation médicale.